

ÉDUCATION NATIONALE

Les enseignants du primaire boycottent les compositions du 1er trimestre

P03



ALGÉRIE

Le taux d'inflation à 2,2% jusqu'à octobre

P2



MARCHES CONTRE LA
PRÉSIDENTIELLE

Interpellations dans plusieurs régions

P3

BOUSSAËDA (M'SILA)

Décès d'une personne par asphyxie au monoxyde de carbone

P2

ÉQUIPE NATIONALE



La France et l'Italie en amical en 2020 ?

P13

ALGÉRIE

Le taux d'inflation à 2,2% jusqu'à octobre

L'évolution des prix à la consommation en rythme annuel de l'Algérie a été de 2,2% jusqu'à octobre 2019, a appris l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS).

L'évolution des prix à la consommation en rythme annuel à octobre 2019, est le taux d'inflation moyen annuel calculé en tenant compte des 12 mois, allant de novembre 2018 à octobre 2019, par rapport à la période allant de novembre 2017 à octobre 2018.

S'agissant de la variation mensuelle des prix à la consommation, qui est l'indice brut des prix à la consommation durant le mois d'octobre 2019 par rapport à celui du mois de septembre, elle est de moins 0,1%, selon les données de l'ONS.

En termes de variation mensuelle et par catégorie de produits, les prix des biens alimentaires ont affiché une légère baisse de 0,5% en octobre dernier par rapport au mois précédent.

Cette variation baissière s'explique, essentiellement, par une baisse de 0,7% des prix des produits agricoles frais, relève l'Office.

En effet, cette baisse mensuelle des prix des produits agricoles frais s'explique, notamment, par un recul de 9,8% de prix des légumes, de 7,8% de la pomme de terre et de 0,5% de la viande rouge.

Par ailleurs, l'Office relève des augmentations de prix qui ont caractérisé certains produits, notamment la viande blanche (+4,7%), les œufs (+21%) et les fruits (+8,9%) en octobre et par rapport au mois de septembre 2019.



Les prix des produits alimentaires industriels (agroalimentaires), ont, également, connu une légère baisse de 0,3%, qui été induite, notamment par la baisse des prix du sucre (-4%) et du café (-1,4%), selon la même source.

S'agissant des produits manufacturés, ils ont connu une hausse de 0,3%, alors que les services ont enregistré une stagnation.

Par groupe de biens et services, l'augmentation des prix a touché essentiellement le groupe des habillements, chaussures avec une hausse de 0,5%, ceux du groupe de l'éducation culture et loisirs avec (+0,3%) et le groupe di-

vers avec (+0,4%).

Le reste des groupes de biens et services s'est caractérisé, soit par des variations modérées, soit par des stagnations, note encore l'Office.

Durant les dix premiers mois de 2019, l'ensemble des prix à la consommation ont enregistré une hausse de 1,96%, par rapport à la même période de 2018, relève l'ONS.

Cette hausse a été tirée, essentiellement, par les produits alimentaires industriels, les biens manufacturés et enfin les services, détaille l'organisme des statistiques.

En effet, les produits alimentaires industriels ont

connu durant les dix premiers mois 2019 et par rapport à la même période de l'année dernière, une hausse de (+1,33%).

Les biens manufacturés et les services ont augmenté respectivement de 4,11% et de 3,56% durant la même période de comparaison.

Par ailleurs, l'ONS a indiqué que les prix des biens alimentaires ont connu une légère baisse de -0,39%, induite notamment, par un recul de 2,08% des produits agricoles frais durant la même période de comparaison. Pour rappel, le taux d'inflation de l'Algérie avait atteint 4,3% en 2018.

ORAN

Une expérience-pilote pour la plantation de Posidonie dans les fonds marins

L'association écologique marine "Barbarous" vient de se lancer dans une nouvelle expérience consistant en la plantation d'herbiers de Posidonie, des plantes marines dépolluantes, dans la baie des Andalouses (Oran), a-t-on appris des initiateurs de ce projet. Les membres de l'association, appuyés par des universitaires, ont décidé de tenter l'expérience, en plantant des herbiers dans la Baie des Andalouses, sur une surface de 15m2, a indiqué à l'APS, le SG de l'association, Amine Chakouri.

Considérés comme "les poumons de la Méditerranée", les herbiers de Posidonie sont victimes de la pollution de l'eau, d'espèces d'algues invasives et d'arrachages. Ces prairies sous marines sont, par ailleurs, considérées comme un habitat idéal pour les alevins, au point où certaines sont considérées comme de véritables écloséries.

Toutefois, les herbiers de Posidonie auraient perdu près de 30% de leur surface en Méditerranée, a-t-on expliqué.

"Les plongeurs de l'association ont ramassé des plantes de différents endroits, pour les replanter dans la baie des Andalouses", a précisé M. Chakouri, ajoutant que les résultats de l'expérience, première du genre à l'échelle nationale, ne peuvent être visibles avant quelques semaines. En effet, même si la plantation a été réussie, il faudrait attendre un peu de temps pour voir si les plantes vont prendre racine dans leur nouvel espace.

La plantation des herbiers de Posidonie, tout comme la création de récifs artificiels, est considérée comme un excellent moyen pour lutter contre la désertification sous-marine et la création d'habitats pour les espèces marines.

Pour sa part, le directeur local de la Pêche et de l'Aquaculture, Mohamed Bengrina, a mis en exergue l'importance de l'expérience. Il a indiqué qu'elle sera incluse aux propositions que présentera sa direction dans le cadre de la stratégie nationale de l'économie bleue 2030.

TIZI-OUZOU

Ouverture prochaine, à Tadmait, du premier marché de légumes bio

Le premier marché, au niveau national, de produits maraîchers issus d'agriculture biologique, sera ouvert prochainement dans la commune de Tadmait à 17 km au sud-ouest de Tizi Ouzou, par l'Entreprise régionale de génie rural (ERGR) Djurdjura, a-t-on appris samedi de sa directrice, Chaouchi Houria.

"Ce marché paysan qui ouvrira ses portes dans deux ou trois mois, est le premier du genre à l'échelle nationale et crée par un organisme public", a souligné Mme Chaouchi qui a observé que jusque-là les quelques marchés dédiés à ce type d'agriculture sont initiés par des associations.

Le marché sera implanté au niveau de la pépinière "Planète verte" de l'ERGR Djurdjura à Tadmait qui est accessible par La RN 12, à l'entrée ouest de Tadmait, a expliqué à l'APS, cette même responsable.

D'une capacité de 300 stands, cette in-

frastructure sera alimentée par des agriculteurs qui vont produire sur place sur un site de production de six ha, abritant 208 serres pour la culture de plusieurs variétés de légumes qui ne sont pas produits localement.

La vente se fera directement du producteur au consommateur chaque vendredi dans des stands en bois et les clients disposeront d'un parking d'une capacité de 300 véhicules, a ajouté la directrice de l'ERGR Djurdjura.

Le marché sera réalisé dans le cadre d'un projet de modernisation de la pépinière de Tadmait doté d'une enveloppe financière de 280 millions de DA destinée à rendre cet espace ouvert au public, a indiqué Mme Chaouchi.

En plus du marché paysan bio il est aussi prévu dans le cadre de cette opération, l'aménagement d'une ferme pédagogique avec des ateliers et une salle de conférences, destinée notamment aux

étudiants de l'université de Tizi-Ouzou et de l'Institut de technologie moyen agricole spécialisé (ITMAS) de Boukhalfa, pour leurs travaux pratiques, a souligné cette même responsable.

Le projet prévoit aussi la mise en place d'une étable pour l'élevage de vaches et de moutons d'une capacité totale de 40 têtes et d'une écurie pour mulets, de petites unités de transformation (fromagerie, confiserie, distillerie), une boutique des produits du terroir, un espace familiale pour les visiteurs avec une aire de détente et de loisirs pour enfants, un aqua-parc, un lac avec animaux, a-t-on précisé de même source.

L'ouverture des espaces se fera par étapes, celui destiné aux familles ouvrira dans environ six mois et la totalité du projet qui fera de la pépinière de Tadmait, un établissement éco-agro-touristique sera livré dans une année, a indiqué Mme Chaouchi.

EDUCATION NATIONALE

Les enseignants du primaire boycottent les compositions du 1er trimestre

Les enseignants du primaire organiseront demain un rassemblement devant l'annexe du ministère de l'Éducation nationale aux Annassers (Alger). Le but est de rappeler aux autorités leurs revendications sociaux-professionnelles.



En plus des trois jours de grève par semaine, les enseignants du primaire ont décidé de boycotter les compositions du 1er trimestre qui débuteront cette semaine. Il s'agit là d'une évolution de taille dans le processus de ce mouvement.

La plateforme de revendications des enseignants porte essentiellement sur la consécration de l'équité entre les enseignants des trois paliers de l'éducation en termes de classification et de volume horaire et de la révision des méthodologies d'enseignement soit par l'introduction de la spécialisation dans le cycle primaire pour un enseignement qualitatif aux normes internationales ou bien par la refonte du

programme scolaire.

Jeudi 21 novembre, une réunion entre des représentants de la coordination et du ministère de l'Éducation nationale a duré 13 heures sans aboutir à un résultat. Selon Lyes Cherad, membre de la Coordination des enseignants du primaire, cité par l'APS, ces derniers réclament un dialogue avec « le ministre en personne » ou un de ses représentants.

Pour contrecarrer le boycott des enseignants, la tutelle a instruit les inspecteurs de l'éducation et les directeurs d'écoles afin d'élaborer les sujets des compositions. Aussi, des élèves ont été réaffectés dans les classes où officient des enseignants non-grévistes.

Le 30 octobre, le ministre de

l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed, avait déclaré que les revendications des enseignants du cycle primaire étaient « prises en charge » avec le partenaire social.

« Les 15 syndicats du secteur, qui travaillent avec nous, ont fait montre d'une grande maturité et de responsabilité concernant le traitement de ces revendications, particulièrement en cette conjoncture sensible », avait déclaré le ministre, cité par l'APS, tout en réaffirmant que ses services étaient en train d'étudier ces dossiers. « Nous n'avons pas attendu que (les dossiers) fassent l'objet de revendications et de slogans, pour les prendre en charge », a-t-il fait savoir.

R.N

MARCHES CONTRE LA PRÉSIDENTIELLE

Interpellations dans plusieurs régions

Plusieurs militants ont été arrêtés hier à Skikda, Tiaret et Batna durant des rassemblements hostiles aux élections, ont annoncé plusieurs sources, dont le Comité national pour la libération des détenus.

D'autres villes ont enregistré des marches hostiles au scrutin du 12 décembre.

Dans la ville de Batna, au moins une dizaine de personnes ont été interpellées pour avoir manifesté leur opposition à la tenue d'un meeting de Abdelmadjid Tebboune, un des candidats aux élections présidentielles.

Des vidéos diffusées en direct sur les réseaux sociaux montrent plusieurs manifestants prendre la parole de l'intérieur des fourgons cellulaires des forces de l'ordre.

Le même candidat a repris sa route en direction de la wilaya de Khenchela, où un rassemblement hostile à

son meeting et ces élections a eu lieu. Des interpellations ont également été signalées.

A Skikda, une marche de « soutien aux élections » a été « perturbée » par des manifestants hostiles à ce scrutin. La marche était escortée par les forces de l'ordre, dont des éléments anti-émeutes. Selon le CNLD, au moins 5 personnes ont été interpellées.

Une vidéo, diffusée en direct, montre le départ, dans des bus, des manifestants tandis que d'autres images montrent le début d'une manifestation contre les élections.

Des dizaines d'autres manifestants ont été arrêtés dans la ville à Tiaret, où devait avoir lieu une marche « pro-élection ». Des opposants ont été réprimés par les forces de l'ordre, fait savoir le CNLD.

Plusieurs autres villes ont été le

théâtre de marches, une « escalade » dans le mouvement populaire, qui a clôturé hier son 9e mois. Déclenché le 22 février contre un 5e mandat du président Abdelaziz Bouteflika, le Hirak réitère depuis avril son exigence première, à savoir le départ des symboles du pouvoir.

Les manifestants rejettent ainsi les élections que ces symboles tiennent justement à organiser, en les qualifiant de « solution à la crise ».

A Kherrata, dans la wilaya de Béjaïa, ils étaient des centaines à se rassembler pour dire « non » à ce vote, dont les 5 candidats sont des ex-ministres sous Abdelaziz Bouteflika, considérés ainsi comme affiliés au pouvoir.

A Sidi Bel Abbès, Bouira et Tlemcen, des rassemblements et des marches contre le pouvoir et ses élections ont également eu lieu.

R.N

FRONT DES FORCES SOCIALISTES

«La peuple veut le changement du système et non dans le système »

Au terme du 40^{ème} vendredi de mobilisation populaire, marqué par des marches impressionnantes à travers plusieurs wilayas, le FFS a rendu public un communiqué pour rappeler que « la transition démocratique est la seule à même de permettre au pays une sortie de l'impasse politique, à travers un processus constituant souverain en vue de l'instauration de la deuxième république. »

Commentant les marches du quarantième vendredi de « La révolution populaire », le FFS note que « les Algériens poursuivent leurs manifestations pacifiques en vue de provoquer une rupture radicale avec le système en place pour instaurer une deuxième république. »

Le FFS s'attarde aussi sur la présidentielle du 12 décembre qu'il qualifie de « mascarade », rejetée par le peuple, tout en condamnant la répression et l'arrestation des acteurs politiques et des animateurs du Mouvement populaire, à travers « l'instrumentalisation de la justice ».

Enfin, le FFS réitère son « engagement à poursuivre avec détermination le combat pacifique avec les citoyens pour "une Algérie libre et démocratique." »

LUTTE ANTITERRORISTE

4 bombes artisanales détruites à Djelfa et Souk-Ahras

Quatre (4) bombes artisanales ont été découvertes et détruites vendredi au niveau de Djelfa et Souk-Ahras par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), indique samedi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'ANP ont découvert et détruit, le 22 novembre 2019, quatre bombes artisanales au niveau de Djelfa/1eRM et Souk-Ahras/5eRM, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté à Biskra/4eRM, un individu et saisi 27 kilogrammes de substances explosives, 145 mètres de mèche explosive, des batteries, des téléphones portables et des câbles électriques", note la même source.

Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des éléments des Gardes-frontières "ont saisi, près de la bande frontalière à Tlemcen/2eRM, une quantité de kif traité s'élevant à 101 kilogrammes", alors que des éléments de la Gendarmerie nationale "ont saisi au niveau de Tiaret/2eRM et Bechar/3eRM, deux fusils de chasse sans papiers et une paire de jumelles". Dans le même contexte, des détachements de l'ANP "ont saisi, au niveau de Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar/6eRM et à El Oued/4eRM, un véhicule tout-terrain, 13 quintaux et 75 kilogrammes de denrées alimentaires, 1.200 litres carburants et 131 téléphones portables". Par ailleurs, des éléments des Gardes-côtes "ont arrêté à El Kala/5eRM, deux plongeurs et saisi du matériel de pêche de corail".

LE CENTRE RÉGIONAL ANTI-CANCER

Mise en service d'un appareil moderne de traitement des cancers

Le Centre régional anti-cancer de Sidi Bel-Abbes dispose d'un appareil moderne de traitement des cancers en radiothérapie et chimiothérapie, nouvellement mis en service, a-t-on appris du directeur de cet établissement de santé publique.

Talha Benaouda a souligné que cet appareil, appelé "TrueBeam", une machine qui fonctionne à l'aide de techniques très avancées pour le traitement des cancers par radiothérapie et chimiothérapie, est le premier du genre mis en service au niveau de l'Ouest du pays.

Ce matériel de dernière génération fonctionne à l'aide d'applications techniques très pointues dans le domaine de la radiothérapie, permettant d'assurer le traitement de plusieurs cancers, a-t-il ajouté.

Pour sa part, Dr Houaria Khaldi, cheffe de service oncologie au centre anti-cancer de Sidi Bel-Abbes a déclaré que l'équipe médicale au niveau de son service a décidé de commencer, dans une première étape, par l'utilisation de cet appareil pour le traitement de trois cancers du nez, de la gorge et de la prostate, soutenant que les techniques avancées de



traitement par radiothérapie de cet appareil ont donné des résultats probants dans la guérison des patients.

TrueBeam fonctionne en trois dimensions (3D) et ce, pour donner plus d'efficacité en radiothérapie et chimiothérapie pour traiter

la tumeur sans toucher aux autres membres sains du corps, et ce en un temps record estimé à 3 secondes, a-t-elle indiqué.

MALADES DU CANCER

Inauguration d'un espace d'accueil et d'hébergement

L'association Waha d'aide aux malades du cancer a procédé, samedi, à l'inauguration de "Dar Waha", un espace d'accueil et d'hébergement pour les malades du cancer et leurs proches, implantée au niveau de l'unité de voisinage (UV) 18 de la circonscription administrative de Ali Mendjeli (Constantine).

Composée de 4 résidences dédiées à l'hébergement des patients, dont l'une est réservée aux enfants, "Dar Waha", abritant aussi le siège officiel de l'association Waha, a vu le jour grâce aux dons de nombreux bienfaiteurs et commencera à accueillir les malades "dans les prochains jours", a-t-on appris auprès de membres de l'association.

A ce propos, l'accueil, les résidences, l'espace culturel et pédagogique, l'aire de jeu, le jardin, le restaurant, l'espace spirituel et de soutien psychologique ont été baptisés, chacun, du nom de proches des donateurs qui ont contribué à l'éclosion de "Dar Waha", dont la première résidence, appelée "Aicha", avait été réceptionnée en février 2017.

Lieu de repos et d'hébergement, essentiellement pour les malades et leurs accompagnateurs issus d'autres wilayas, "Dar Waha" possède une capa-

cité de 42 chambres avec sanitaires et balcons (84 lits), dont 6 chambres au sein de la résidence Younès destinée aux enfants, ainsi que des salles de jeux et d'activités pour les enfants de tous âges.

S'étendant sur une superficie de 6000 m², "Dar Waha" a été conçue pour accueillir les malades et leurs proches venant des wilayas voisines, et ce, en vue de contribuer à réduire les frais collatéraux du traitement et des déplacements, notamment pour les patients appelés à faire des cures de chimiothérapie ou de radiothérapie s'étalant sur plusieurs jours.

Selon les explications de certains membres de l'association Waha, en plus des salles réservées aux jeux et aux loisirs, les enfants scolarisés atteints de cancer pourront également bénéficier de cours de soutien dispensés par des enseignants bénévoles au niveau de l'espace pédagogique aménagé à cet effet.

Faisant part, à l'APS, de sa "satisfaction" suite à l'inauguration de "Dar Waha", Pr. Abdelhamid Aberkane, président de l'association Waha, considère cela comme une "étape qui doit continuer et grandir", tout en mesurant "la lourde responsabilité que cet hébergement social de malades atteints

de cancer représente".

Soulignant le "capital humain" que compte l'association, Pr. Aberkane, a ajouté qu'il s'agit à présent de le "professionnaliser" en matière d'hygiène, de diététique, mais aussi pour assurer la relève afin que l'association perdure et se développe. Le président de l'association Waha a loué également le "formidable potentiel capable de concevoir, planifier, récolter les dons et mettre en œuvre un projet comme Dar Waha et de prendre des initiatives comme par exemple, lancer l'idée de construire un hôpital pour les enfants cancéreux de l'Est du pays".

Il a précisé, enfin, que "Dar Waha" comprend également une crèche, louée au mieux disant dans le cadre d'un appel d'offres, et dont l'argent engrangé représente "une source de financement pour le paiement des factures de gaz, d'électricité et d'eau, ou encore la rémunération des agents de sécurité et d'entretien".

A noter que pour bénéficier des services de l'association Waha, les malades sont conviés à se rapprocher de "Dar Waha" en vue de prendre connaissance du dossier du patient à héberger, du contenu de la valise du malade et des règles de vie au sein de la structure.

TRAITEMENT DU CANCER

Un budget de 63 mds de Da alloué aux établissements de santé

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mokhtar Hasbellaoui avait fait état, d'un budget de 63 milliards de Da alloué aux établissements de santé, pour l'acquisition des médicaments destinés au traitement du cancer, soit "un taux de 59% du total des acquisitions de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) en 2018".

C'était lors de l'ouverture d'une journée d'information à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre le cancer qui coïncide avec le 4 février de chaque année, le ministre de la Santé a indiqué qu'un budget de 63 mds Da avait été alloué aux établissements de santé, pour l'acquisition des médicaments destinés au traitement du cancer, à leur tête ceux des maladies du sang, soit "un taux de 59 % du total des acquisitions de la PCH en 2018".

Dans le cadre de l'amélioration des offres de traitement, le ministre a rappelé, à ce titre, l'ouverture de 41 services et 77 unités de chimiothérapie à travers le pays, outre un nombre d'accélérateurs de radiothérapie soit 43 dans le secteur public et 10 dans le secteur privé, alors que leur nombre "ne dépassait pas, en 2013, 10 accélérateurs seulement dans le secteur public", a-t-il expliqué.

S'agissant des nouveaux centres anti-cancer (CAC), M. Hasbellaoui a annoncé la réception du centre de Tizi Ouzou, début de l'année 2019, qui sera suivie par les centres d'El Oued, Adrar, Bechar et Laghouat, février courant, outre la réception de deux (02) accélérateurs destinés à l'hôpital d'Ouargla et à l'hôpital militaire de Tamanrasset, et ce, en renforcement de la radiothérapie.

L'établissement hospitalo-universitaire Mohamed Lamine Debaghine (Ex-Maillot) a également bénéficié, dans le cadre des réalisations de l'Etat en matière de prise en charge du cancer, de deux appareils de traitement et d'un service d'une capacité d'accueil de 140 lits et de 7salles d'opération pour la prise en charge du cancer chez l'enfant, a ajouté le même responsable.

Ces nouveaux centres qui viennent s'ajouter au renforcement de la formation des médecins généralistes, psychologues, pharmaciens, paramédicaux et administrateurs, ont permis une amélioration sensible en matière de réduction des délais des rendez-vous et de prise en charge des patients, pour répondre aux normes internationales en vigueur.

Pour ce qui est de la prévention, M. Hasbellaoui a mis l'accent sur le dépistage précoce, notamment des cancers les plus répandus en Algérie, à l'image des cancers du sein, colorectal et de la prostate, et ce à travers l'organisation régulière de campagnes de sensibilisation.

Parmi les dossiers prioritaires à même de contribuer à la réussite du plan national de lutte contre le cancer 2015-2019, le ministre de la Santé a cité le dossier de la numérisation, faisant état, à cet égard, de la connexion de 3700 établissements hospitaliers en 2019 via le satellite Alcom-sat 1, en sus du dossier électronique du patient, le jumelage, les soins à domicile, la télémédecine, outre l'amélioration des soins palliatifs.

À CAUSE DE LA CRISE SOCIALE

20 000 entreprises chiliennes menacées de faillite

La Confédération nationale chilienne des micros, petites et moyennes entreprises (Conapyme) a averti que 20 000 PME pourraient se déclarer en faillite à cause de la crise sociale qui secoue le pays andin depuis le 18 octobre dernier.

Selon le président de la Conapyme, Germán Dastres, "il pourrait y avoir environ 20.000 entreprises qui déclarent faillite, selon des estimations inquiétantes". Et d'ajouter qu'environ 5.000 PME se sont déjà déclarées en faillite, un chiffre encore inférieur car le Chili compte environ 900.000 PME, et "dans les mois à venir, elles seront beaucoup plus nombreuses".

Pour M. Dastres, les PME chiliennes sont "dans un cercle vicieux: il n'y a pas de production, il n'y a pas de vente et s'il n'y a pas de vente, il n'y a pas de revenu". Enfin, le président de la Conapyme a estimé qu'à son avis, les entreprises des secteurs du textile, des meubles et des ventes "seraient les plus touchées" par les effets négatifs de cette grogne sociale. Début novembre, le gouvernement chilien avait annoncé un ensemble de mesures visant à soutenir les PME touchées par des actes de violence et de pillage lors des manifestations. Parmi ces mesures figurent l'octroi de facilités dans l'exécution des obligations fiscales, par le biais de délais plus longs pour les déclarations de TVA, la reconnaissance fiscale des pertes d'inventaire, la



réévaluation de la taxe foncière et l'exonération des amendes pour perte de documents comptables.

Mercredi, le gouvernement chilien a dévoilé une série de mesures destinées à venir en aide aux PME dans le secteur des exportations. Ce plan consacre 4,5

millions de dollars à 2.000 entreprises exportatrices à court et moyen terme, a révélé au cours d'une conférence de presse Jorge O'Ryan, le directeur de ProChile, une agence officielle dédiée à la promotion des exportations du pays andin. Ces mesures comprennent notamment une simpli-

fication des procédures d'exportation, le suivi des opérations, une offre de soutien logistique associée à une activité de conseil afin d'améliorer les échanges commerciaux, et une assistance pour mettre en contact les producteurs avec les consommateurs.

ALLEMAGNE

Comment elle a évité la récession technique

Le dynamisme des exportations, de la dépense publique et de la consommation des ménages a permis à l'Allemagne d'éviter la récession au troisième trimestre, montrent vendredi les statistiques détaillées du produit intérieur brut (PIB), qui confirment une croissance de 0,1%.

Les exportations ont augmenté de 1,0% sur le trimestre, permettant à la balance commerciale d'apporter une contribution positive de 0,5 point de pourcentage à l'évolution du PIB.

Sur un an, le PIB a progressé de 1,0% en données brutes et de 0,5% en données corrigées des variations saisonnières, précise Destatis, l'institut fédéral de la statistique.

La croissance modeste enregistrée sur juillet-septembre après une contraction de 0,2% sur avril-juin permet à la première économie d'Europe d'échapper à une récession technique, définie par deux trimestres consécutifs de baisse du PIB.

Première économie d'Europe, l'Allemagne

reste néanmoins freinée par l'impact des tensions commerciales internationales, les difficultés du secteur automobile et l'incertitude liée au Brexit, qui pénalisent surtout le secteur industriel, très tourné vers l'exportation.

La coalition gouvernementale emmenée par la chancelière Angela Merkel continue néanmoins de rejeter les appels à une augmentation de la dépense publique venus de nombreux économistes et des milieux d'affaires.

«L'ÉCONOMIE VA RESTER SUR LE FIL DU RASOIR»

Les chiffres détaillés du PIB montrent que la consommation privée a augmenté de 0,4% et les dépenses publiques de 0,8% au troisième trimestre, chacun d'eux apportant une contribution de 0,2 point à la croissance.

«La vigueur de la consommation privée reste une importante assurance anti-récession pour l'économie», constate Carsten Brzeski, économiste d'ING, dans une note. «La consommation privée affiche une croissance

ininterrompue, trimestre après trimestre, depuis le début 2014.» Malgré la croissance des exportations, l'investissement en actifs fixes et en équipements a reculé sur juillet-septembre, une contraction qui traduit le pessimisme des entreprises. «La chute de l'investissement en équipements et le poids de la réduction des stocks montrent que les entreprises ont fortement réagi aux incertitudes globales et aux problèmes auxquels est confronté le secteur automobile», explique Andreas Scheuerle, économiste de DekaBank. Les premiers résultats des enquêtes mensuelles de l'institut privé IHS Markit auprès des directeurs d'achats du secteur privé montrent par ailleurs que les difficultés de l'industrie se propagent au secteur des services: la croissance de celui-ci est tombée en novembre à son plus bas niveau depuis 2016 selon les indices PMI "flash". «L'économie va rester sur le fil du rasoir pendant les trimestres à venir, entre récession et faible croissance», prédit Thomas Gitzel, de VP Bank Group

HUAWEI

Plainte contre une spécialiste française de la Chine

La Fondation pour la recherche stratégique (FRS), un centre français indépendant de recherche et de réflexion, a défendu hier la liberté d'expression de ses chercheurs à la suite de la plainte en diffamation déposée contre l'une de ses expertes, Valérie Niquet, par la société chinoise Huawei.

D'après La Lettre A, qui a révélé l'affaire cette semaine, cette spécialiste française des questions asiatiques ainsi qu'un expert du secteur des télécoms sont visés par l'action en justice intentée en mars dernier en France.

Huawei France a confirmé vendredi avoir déposé trois plaintes contre X avec constitution de partie civile pour diffamation publique en-

vers un particulier en mars 2019.

«Les plaintes ne concernent que les propos affirmant que Huawei est une société contrôlée par l'Etat chinois et le Parti communiste chinois, dirigée par un ancien membre du 'contrespionnage' et qui utilise ses compétences technologiques en matière de réseaux télécoms pour commettre des actes d'espionnage au préjudice du monde occidental», écrit la société sur son compte Twitter.

Huawei ajoute que ces affirmations sont "gravement diffamatoires".

Dans son communiqué, la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) rappelle son "sta-

tut de centre de recherche indépendant sur les questions de défense et de sécurité ainsi que sa mission de contribution au débat public dans le domaine stratégique". «C'est à ce titre que Valérie Niquet, spécialiste des questions asiatiques à la FRS, a été invitée à s'exprimer à l'occasion de l'émission de France 5 "C dans l'Air" du 7 février 2019», poursuit la Fondation.

«La FRS ne peut que soutenir la libre expression individuelle de ses chercheurs dans le cadre de leurs fonctions. Elle réitère plus généralement son attachement au principe fondamental de liberté d'expression publique sur les questions les plus contemporaines d'intérêt stratégique», ajoute-t-elle.

VIETNAM

Une centrale à charbon de 2,37 milliards de dollars

L'entreprise thaïlandaise EGAT International Co (EGATi) a lancé récemment la construction d'une centrale à charbon de 2,37 milliards de dollars dans le centre du Vietnam. La centrale de Quang Tri 1, d'une capacité de 1.320 Mw, est en construction dans la province de Quang Tri. EGAT International est une filiale détenue à 100% par l'Autorité thaïlandaise de production d'électricité, rapporte samedi la presse locale. Le Vietnam, l'une des économies les plus dynamiques de l'Asie, dépend de plus en plus du charbon pour la production d'électricité, alors même qu'il encourage les énergies renouvelables.

Les données du gouvernement indiquent que les importations de charbon du Vietnam au cours des dix premiers mois de cette année ont plus que doublé par rapport à l'année précédente, atteignant 36,8 millions de tonnes. Le charbon, provenant principalement d'Australie et d'Indonésie, est principalement utilisé pour l'élargissement du parc de centrales à charbon dans le pays de l'Asie du Sud-Est.

SANOFI

Le responsable de la stratégie sur le départ

Le vice-président de Sanofi chargé de la stratégie quittera le groupe pharmaceutique d'ici à la fin du mois, selon une note que Reuters a pu consulter vendredi.

Le départ programmé de Muzammil Mansuri, qui avait intégré Sanofi en 2016 après avoir occupé un poste équivalent chez Gilead Sciences, est la première décision managériale importante prise par Paul Hudson, devenu directeur général le 1er septembre dernier.

La nouvelle direction est en train de repenser la stratégie du groupe, qui devrait être dévoilée le 10 décembre, à l'occasion d'une journée de présentation aux investisseurs, à Cambridge, dans le Massachusetts.

Parallèlement au départ de Muzammil Mansuri, deux cadres, Alban de la Sablière et Laurent Van Lerberghe, seront promus en interne et placés sous la responsabilité directe de Paul Hudson, selon la même note à laquelle Reuters a eu accès.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

ولاية عين الدفلى

مديرية التخطيط و الشؤون العمومية
مصلحة للشؤون القانونية و المنزعات

قرار رقم 1542 مؤرخ في 23 سبتمبر 2019

يتضمن فتح تحقيق عمومي للتخصيص للشركة الجزائرية لتسيير شبكة نقل الغاز (GRTG ALger) للاستفادة من حق الإرتفاق
نو المنفعة العمومية لإنجاز شبكة نقل التوزيع العمومي للغاز لمنطقة بربوش.

ان والي ولاية عين الدفلى

- بمقتضى الأمر رقم 58/75 المؤرخ في 26 سبتمبر 1975 والمتضمن القانون المدني ، المعدل والمتمم
- بمقتضى القانون رقم 09/84 المؤرخ في 04 فيفري 1984 والمتضمن التنظيم الإداري للبلاد
- بمقتضى القانون رقم 25/90 المؤرخ في 18 نوفمبر 1990 والمتعلق بالتوجيه العقري ، المعدل و المتمم بموجب الأمر رقم 26/95 المؤرخ في 1995/09/25 .
- بمقتضى القانون رقم 29/90 المؤرخ في 01 ديسمبر 1990 والمتعلق بالتهيئة والتسيير ، المعدل و المتمم
- بمقتضى القانون رقم 30/90 المؤرخ في 01 ديسمبر 1990 والمتضمن قانون املاك اوطانية ، المعدل و المتمم بموجب القانون رقم 14/08 المؤرخ في 2008/07/10 .
- بمقتضى القانون رقم 11/91 المؤرخ في 27 أبريل 1991 و المحدد قواعد نزاع ملكية من أجل المنفعة العمومية ، المتمم .
- بمقتضى القانون رقم 01/02 المؤرخ في 05 فيفري 2002 ، المتعلق بالتهرباء و توزيع الغاز بواسطة الفواك لاسميا المادتين 159 و 160 منه .
- بمقتضى القانون رقم 10/11 المؤرخ في 2011/06/22 والمتعلق بالبلدية .
- بمقتضى القانون رقم 07/12 المؤرخ في 2012/02/21 والمتعلق بالولاية .
- بمقتضى المرسوم الرئاسي المؤرخ في 2016/10/05 والمتضمن تعيين السيد/ علي بن يوسف واليا لولاية عين الدفلى
- بمقتضى المرسوم التتويجي رقم 186/93 المؤرخ في 1993/07/27 ، الذي يحدد كيفية تطبيق القانون رقم 11/91 المؤرخ في 1991/04/27 المذكور أعلاه ، المتمم .
- بمقتضى المرسوم التتويجي رقم 215/94 المؤرخ في 1994/07/23 ، المتضمن ضبط اجهزة الإدارة العامة للولاية و تحديد مهامها و هيكلها .
- بناء على إرسالية مدير سلطة تحت رقم 1111 المؤرخة في 2019/07/18 ، المتضمنة طلب منح حق الإرتفاق نو المنفعة العمومية للشركة الجزائرية لتسيير شبكة نقل الغاز (GRTG ALger) من أجل إنجاز المشروع المذكور أعلاه .

بإقتراح من السيد/ مدير التنظيم و الشؤون العامة

بإقتراح من السيد/ مدير التنظيم و الشؤون العامة

المادة الأولى: يقع تحقيق عمومي للتخصيص للشركة الجزائرية لتسيير شبكة نقل الغاز (GRTG ALger) للاستفادة من حق الإرتفاق نو المنفعة العمومية من أجل إنجاز شبكة نقل التوزيع العمومي للغاز لمنطقة بربوش .

المادة 02: تشكل لجنة التحقيق العمومي للتصريح بحق الإرتفاق نو المنفعة العمومية ، الخاص بإيجاز المشروع المذكور أعلاه كالتالي:

- ليدوي فتح مهندس دولة في التصوير التقني
- ليدوي فتح مهندس دولة في التصوير التقني و الحضري للإدارة الإقليمية
- شعوة صافية مهندس دولة في التصوير التقني و الحضري للإدارة الإقليمية
- عبد القدر الحاج تلويس تقني سام في التصوير التقني و الحضري للإدارة الإقليمية
- رئيس اللجنة
- عضو
- عضو

المادة 03: تضع لجنة التحقيق العمومي للتصريح بحق الإرتفاق نو المنفعة العمومية، وثائق وسجل لتحقيق و مخططات الوضعية للمشروع ببلدية بربوش لمدة 60 يوما مستقبلة ابتداء من 02 DEC 2019 إلى 01 DEC 2019 حتى يتمكن المواطنون من الإطلاع عليها أثناء فترات العمل القانونية.

- تكون ملاحظات المواطنين وجوبا سجل تحقيق ، ويمكن لأعضاء اللجنة لتساء التحقيق الإستشارة أو الاستماع لأي شخص يساهم في تقديم معلومات تفيدهم في صلية تحقيق.

- يتم إعمال أصحاب ملكية أو أصحاب الحقوق العمومية أو الأشخاص لهم أو غيرهم من ذوي الحقوق أو المصالح المعنية و يستدعاهم للإطلاع بملاحظاتهم خلال مدة التحقيق و هذا من طرف لجنة التحقيق .

المادة 04: لا يبق لأعضاء لجنة التحقيق العمومي أن يحووا بأي مر يتعلق بالوثائق و المعلومات التي يظلمون عليها أثناء أداء مهامهم .

المادة 05: عند انتهاء مدة التحقيق المذكورة في المادة الثالثة من هذا القرار ، يعلق السجل و يفسح أعضاء لجنة التحقيق الملاحظات المدونة المعلقة للسجل ويجوزون تقريراً بتعرضون فيه استنتاجهم بشأن طابع المنفعة العمومية للمشروع بصريح العبارة و برموشونه مباشرة بعد توجيهه من طرف رئيس المجلس الشعبي لبلدية بربوش إلى والي الولاية .

المادة 06: تقدم نسخة من تقرير لجنة التحقيق وجوبا إلى الأشخاص المعنيين بحق الإرتفاق عدد طلبهم ذلك .

المادة 07: يبلغ إقرار ضمن طريق الإنهاء بمرکز بلدية بربوش و ينشر في يوميتين وطنيتين وإصحاحي الانتشار لمدة ثلاثة (03) أيام متتالية على حساب المستفيد من العملية (الشركة الجزائرية لتسيير شبكة نقل الغاز (GRTG -ALger).

المادة 08: تعدد مكالات أعضاء لجنة التحقيق حسب الكيفيات و نسب مصاريف المهيات المسلوحة للموظفين وفقاً للتعليم المعمول به ، و تكون المكالات على عاتق الجهة المستفيدة من حق الإرتفاق.

المادة 09: تكلف السيد/ الأمين العام للولاية ، مدير التخطيط و الشؤون العامة ، مدير الطاقة مدير التصوير و الهندسة المعمارية و البناء ، مدير أملاك الدولة ، مدير المخطط العقاري مدير مسح الأراضي ، مدير المصالح القلاحية ، أمين خزينة الولاية ، مدير شركة هندسة الكهرباء و الغاز (CEEG) ومدير الشركة الجزائرية لتسيير شبكة نقل الغاز (GRTG ALger) ورئيس دائرة سجل و رئيس مجلس قسبي بلدية بربوش ، كل حسب اختصاصه بتبعية هذا القرار الذي ينشر في مسند العقول الإدارية للولاية .

الموالي

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE DJELFA
DAIRA DE DJELFA
COMMUNE DE DJELFA
N.I.F :170.1400.1069

AVIS D'INFRACTUOSITE D'APPEL

D'OFFRE OUVERT AVEC

EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES

POUR La deuxième fois

Conformément aux disposition l'article n° 51 du d écrit présidentiel n° 247/15 portant la réglementation des marchés public et de des délégation de service public . Le président de l'APC de la commune de DJELFA informe l'ensemble soumissionnaires par avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales n°18/2019 pour:

Acquisition des voitures pour la commune de djelfa(14 voitures).

Parue dans les quotidiens suivants :
- الحرة le 07.11.2019
- la nation le 11.11.2019
Le rectification d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités comme suit :

N°	OBJET	MOTIFS
01	- Acquisition des voitures pour la commune de djelfa(14 voitures).	Reception aucune offres

Le Président de L'APC

LA NATION 24/11/2019

ANEP 1916025104

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère De L'enseignement Supérieur Et De La Recherche Scientifique

Office National Des Œuvres Universitaires
Direction Des Œuvres Universitaires Laghouat

Numéro D'identification fiscale :000.430.190.079.48

Adresse : cité Saci BOULAFAA-laghouat-

AVIS D'INFRACTUOSITE

De L'avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour la conclusion de marchés a commandes relatifs au transport des étudiants durant L'année 2020, ville d'Aflou, en mode urbain.

N° 01/2019 durant l'année 2020

Lot N° 01 et Lot N° 02

Conformément les articles 40 et 72 du décret présidentiel n° 15/247 du 16 septembre 2019 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publics.
- vu le procès-verbal d'ouverture des plis n° : 02/2019 en date du 27/10/2019
- vu le procès-verbal d'évaluations techniques et financières en date du 07/11/2019.
- Déclare l'infrauctuosité de L'avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour la conclusion de marchés a commandes relatifs au transport des étudiants durant L'année 2020, ville d'Aflou, en mode urbain. N° 01/2019 durant l'année 2020.
-Paru le 07/10/2019 aux quotidiens nationaux: EL BASAER et LA NATION aux 08/10/2019.
Sur propositions de la commission d'évaluation: des offres suivantes.

Lot n°	Designation des lots	Nif	Note technique	Montant de l'offre en ttc	Durée de l'exercice	obs
Lot N°01	Lot n° 01 transport des étudiants ville d'Aflou, en mode urbain durant l'année 2020					L'infrauctuosité du soumissionnaire n'étant pas techniquement qualifié Selon l'article 40 du décret présidentiel n 15/247 du 16/09/2015 portant sur la réglementation des marchés publics et de délégation de service publics
Lot N°02	Lot n° 02 transport des étudiants ville d'Aflou, en mode urbain durant l'année 2020					L'infrauctuosité du soumissionnaire n'étant pas techniquement qualifié Selon l'article 40 du décret présidentiel n 15/247 du 16/09/2015 portant sur la réglementation des marchés publics et de délégation de service publics

Tout soumissionnaire contestant ce choix peut introduire un recours auprès de la commission sectorielle des marchés du ministère de l'enseignement supérieur et de recherche scientifique 11 rue dououd mokhtar ben akounou alger dans un délai de dix 10 jours de la première parution du présent avis dans la presse nationale ou (BOMOP).
Pour les autres soumissionnaires le contractant est tenu d'inviter ceux d'entre eux qui sont intéressés de se rapprocher de services au plus tard trios (03) jours a compter de la première publication de l'annonce à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières conformément à l'article 82 du décret présidentiel n° 15/247 du 16 septembre 2019 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publics.



PAGE RÉALISÉE PAR SID ALI NACERI

GHARDAÏA

Plus de 1.970 victimes de piqûres de scorpion et deux décès en neuf mois



Au total, 1.974 personnes ont été victimes de piqûres de scorpion, dont deux décès (nourrissons), de janvier à fin septembre 2019 dans la wilaya de Ghardaïa, a-t-on appris auprès de la direction locale de la Santé et de la Population (DSP).

Les deux cas de décès ont été recensés dans la commune de Ghardaïa, où les victimes ont été piquées accidentellement à l'insu de leurs parents et n'ont pas été conduites vers un centre de santé à temps, a-t-on précisé.

La commune de Guerrara détient

le triste record des piqûres de scorpions avec 598 cas, suivie des communes de Ghardaïa (525) et Métlili (477), révèlent les statistiques de la DSP.

Le nombre de piqûres de scorpion et l'inoculation accidentelle de leur venin augmente en période estivale, a souligné le DSP, Ameer Benaïssa, attribuant cette situation au climat aride et à l'insalubrité publique et la dégradation de l'environnement.

Les piqûres de scorpion continuent d'être un véritable problème de santé publique dans la wilaya de

Ghardaïa, malgré la large densité de la couverture sanitaire de proximité répondant aux exigences de cas d'envenimation avec la disponibilité d'antidote (sérum) dans les différentes localités de la wilaya, a fait savoir le DSP.

Pour de nombreux praticiens de la wilaya, l'insalubrité publique, l'insuffisance de l'éclairage public et le manque d'éducation sanitaire, sont les principaux facteurs favorisant la prolifération de ces insectes venimeux dans les zones urbanisées et d'habitation.

Des responsables de bureaux d'hy-

giène des collectivités locales suggèrent, de leur côté, la mobilisation de fonds pour le ramassage et la collecte de scorpions durant la période de vacances, en associant les jeunes afin de réduire la population de cet insecte dangereux et permettre à l'Institut Pasteur Algérie de fabriquer le sérum anti-scorpion.

Seul l'hygiène du milieu environnemental et les actions d'éducation et de prévention, pour lutter contre ce fléau qui requiert une collaboration multisectorielle, peuvent réduire sensiblement le fléau, a précisé le DSP.

TIZI-OUZOU (CCLS DE DRAA BEN KHEDDA)

Réalisation d'un silo de 30.000 tonnes pour le stockage de céréales

La Coopérative de céréales et de légumes secs (CCLS) de Draa Ben Khedda, qui collecte les produits céréaliers des wilayas de Tizi-Ouzou, Boumerdes et Alger, a bénéficié d'un projet de réalisation d'un nouveau silo d'une capacité de 30.000 tonnes, a-t-on appris vendredi de son directeur Mohamed Djouder.

Ce projet de silo qui permettra la création de 100 à 200 emplois directes et indirectes, va augmenter les capacités de stockage au niveau de cette Coopérative, qui dispose actuellement de dock-silos d'une capacité de 120.000 qx, d'un magasin pour le stockage des semences de 20.000 qx et d'un autre dépôt de semences à Thénia dans la wilaya de Boumerdes et doté d'une capacité de 20.000 qx, a souligné ce même responsable.

Prévu en structure métallique, ce silo sera réalisé à Draa Ben Khedda, sur un site desservi par la RN 05 d'une superficie de 22 600 m². Il sera doté de 8 cellules d'une capacité de 3.750 tonnes, pour le stockage en vrac de céréales de consommation. Il assurera la livraison de ces produits aux unités de transformation des wilayas rattachées à la CCLS de Draa Ben Khedda à savoir, Tizi-Ouzou Boumerdes et Alger, selon la fiche technique du projet.

Le ministre de l'Agriculture, du développement rural et de la pêche, Cherif Omari, qui a visité jeudi la CCLS de Draa Ben Khedda, dans le cadre d'une visite de travail dans la wilaya de Tizi-Ouzou, et qui a lancé ce projet de silo, a indiqué que ce dernier est un grand acquis pour



Tizi-Ouzou qui est une wilaya importante car recevant les produits céréaliers collectés à Tizi-Ouzou, Alger et Boumerdes tout en fournissant les unités de transformation des ces trois wilayas.

Inscrit dans le cadre des mesures prises par le gouvernement pour augmenter les capacités de stockage des céréales au niveau national, le nouveau silo de Draa Ben Khedda permettra à la

CCLS, qui a collecté durant la campagne 2018/2019 près de 163.372,33 qx de céréales, d'être "à l'aise" durant les prochaines saisons, a précisé M. Omari.

Le ministre a rappelé lors de sa visite que 9 silos de stockage ont été réceptionnés à travers le territoire nationale en 2019 et dont le dernier en date est celui de Ahmer El Ain à Tipasa alors qu'il a procédé au lancement

d'une autre structure de stockage à El Menia dans la wilaya de Ghardaïa. M. Omari, en parlant de Ghardaïa a salué les "agriculteur modèles de El Menia qui ont une très bonne maîtrise de la production de céréales" ajoutant que "c'est avec ces modèles de réussite que nous allons faire l'extension de cette culture". Le ministre a rappelé que l'Algérie "a sécurisé sa production

de semence et de blé dur et orge". Il a rappelé que depuis 1995 le pays produit sa propre semence et ce grâce à la maîtrise des programmes de multiplication, alors que pour les céréales de consommation, depuis juin dernier le l'Algérie a réalisé une autosuffisance en blé dur et orge. Pour le blé tendre des mesures sont engagées pour arriver également à l'autosuffisance dans la produc-

BATNA

Plus de 310 millions de dinars pour le renforcement des structures sportives

Une enveloppe financière de plus de 310 millions de dinars a été mobilisée à Batna pour le renforcement de diverses structures sportives à travers les communes de la wilaya, a-t-on appris vendredi auprès des services de la wilaya.

Ces subventions ont été allouées aux communes concernées lors d'une réunion présidée par le chef de l'exécutif local, Farid Mohamedi a précisé la même source détaillant que ces montants ont été décidés suite aux sorties de terrain effectuées par le wali et les préoccupations soulevées par beaucoup de citoyens rencontrés dans diverses communes de la wilaya.

La même source a relevé que le stade chahid Idriss Allaoua de

Batika a été retenu pour un projet de réhabilitation ainsi que la réalisation de trois (3) stades de proximité pour un montant de 90 millions de dinars dans la même commune.

Aussi, il est programmé l'aménagement du stade communal d'Aïn Touta et la réalisation de deux (2) stades de proximité dont un sera consacré pour les entraînements du club de l'Entente sportive d'Aïn Touta (ES Aïn Touta), évoluant en division Excellence ainsi que l'acquisition pour le même club d'un bus.

La commune de Merouana a bénéficié une enveloppe de 130 millions de dinars allouée pour l'aménagement du stade communal du groupement d'habitat Chidi

et une maison de jeunes au regroupement d'habitat Ali Nemer la réalisation d'un stade de proximité, a-t-on encore noté.

9 millions de dinars ont également été attribués pour la réhabilitation du stade communal de la collectivité Bouhilet et 45 millions de dinars consacrés pour la réaménagement du stade communal de Oued El Ma.

La même source a indiqué que le chef de l'exécutif local a relevé à maintes occasions la volonté des services de la wilaya à accompagner et appuyer les communes de Batna dans leurs programmes de réhabilitation du secteur de la jeunesse et des sports à travers les diverses propositions présentées.

LAGHOUAT

Plusieurs projets de développement lancés à Sidi-Makhlouf et El-Assafia

Plusieurs projets de développement, tous secteurs confondus, ont été lancés, au titre de différents programmes de développement de 2019, dans les communes de Sidi Makhlouf et d'El-Assafia pour l'amélioration du cadre de vie général, selon les services de la wilaya de Laghouat.

La commune de Sid-Makhlouf s'est vu accorder des projets de raccordement du lotissement (500 lots) aux réseaux d'eau potable et d'assainissement, d'aménagement et de l'approvisionnement de la cité Chahid Guetticha-Mohamed en eau potable à partir d'un château d'eau de 300 m³.

Pour répondre aux attentes

de la population locale, il est relevé également la mise en service du réseau de gaz naturel pour 800 foyers, réalisés en deux lotissements, dans le cadre des programmes de l'habitat rural.

Le secteur de l'éducation dans la commune d'El-Assafia a bénéficié d'une opération d'extension de l'école primaire Chahid Yousfi-El Mechri, en plus d'une autre de réhabilitation et d'équipement d'une cantine scolaire et l'aménagement de la cour et d'autres servitudes.

L'on relève également, dans le cadre de la promotion de l'investissement à El-Assafia, l'accompagnement des projets productifs au niveau de la zone des activités (9 ha), où le wali de Laghouat, Abdelkader Bradai a insisté, lors d'une récente tournée d'inspection, sur la nécessité d'accorder toutes les facilités aux promoteurs locaux.

Bien qu'elles soient à vocation agro-pastorale, les deux communes offrent aussi des potentialités prometteuses d'investissement dans le domaine du tourisme.

OUARGLA

Récupération de plus de 44 ha de foncier industriel non exploité

Une superficie de 44,54 hectares de terrains attribués dans le cadre de l'investissement industriel, a été récupérée dans la wilaya d'Ouargla au motif de non exploitation par leurs promoteurs, a-t-on appris jeudi auprès de la Direction locale de l'Industrie et des Mines (DIM).

S'inscrivant dans le cadre de l'assainissement

du foncier industriel, qui se poursuit toujours, ces assiettes représentent le foncier récupéré sur la période allant de juillet à septembre derniers et ayant concerné 14 des 54 projets proposés cette année à l'annulation pour non lancement sur le terrain, a-t-on précisé.

La DIM avait enregistré l'an dernier, dans le cadre de la même opération, l'annulation

de 57 projets d'investissement à des promoteurs n'ayant pas honoré leurs engagements, bien qu'ayant bénéficié de titres d'attribution du foncier depuis plus d'une année.

Ainsi, la superficie totale du foncier industriel récupéré pour non exploitation s'élève à plus de 100 ha, en grande majorité dans les régions de Touggourt et Ouargla, a fait savoir la DIM.

SOUK AHRAS (RÉSEAU D'ÉLECTRIFICATION RURALE)

Raccordement de 20 mechtas dans diverses communes

Vingt (20) mechtas réparties sur 9 communes de la wilaya de Souk Ahras, ont été raccordées à la fin du mois d'octobre dernier, au réseau d'électrification rurale, a-t-on appris jeudi auprès du directeur de la concession de distribution de l'électricité et du gaz, Tahar Bezghoud.

Inscrit dans le cadre de la généralisation de l'alimentation en cette énergie et l'amélioration du cadre de vie de la population du monde rural, tout en contribuant à assurer leur fixation dans leurs zones d'origine ce raccordement a concerné 233 habitations a précisé à l'APS le même responsable.

Les mechtas "El Bir", "Remal Lehsan", "Medjan El Heddad" et "Bouchahda" relevant des communes de Tifach, de M'daourouch, de Mechroha, d'Ouïllan, de Henancha, d'Ouled Idriss, d'Ain Soultane et de Zouabi, ont figuré parmi les régions à caractère rural, ciblées par cette action, a détaillé la même source.

Le programme tracé par cette concession, a souligné le même directeur, se poursuivra pour toucher les deux (2) autres mechtas "Fedj Lebyad" et "El Houam", situés respectivement dans les localités de Henancha et de Tifach où pas moins de 50 familles vont bénéficier des bienfaits de cette énergie propre.



Afin de dynamiser le secteur agricole, répondre aux besoins des agriculteurs et raccorder les zones éloignées au même réseau, une enveloppe financière dépassant 830 millions DA, inscrite au titre du fonds commun des collectivités

locales (FCCL), a été réservée dans la wilaya pour l'approvisionnement en électricité de nouveaux groupements d'habitation, a indiqué M.Bezghoud.

Il a encore affirmé que la concrétisation de ces opérations contri-

buera à l'augmentation du taux de couverture en électricité à 97 % à l'échelle locale, ce qui permettra à cette wilaya frontalière, d'occuper les premières places, au niveau national, dans ce domaine. Les différents investisse-

ments publics mobilisés, ces dernières années dans la wilaya de Souk Ahras, ont permis d'alimenter 150 mechtas de plusieurs localités en électrification rurale parmi un total de 242 zones rurales programmées, ayant nécessité la mise en place d'un montant financier de l'ordre de 120 milliards DA, ont rappelé de leur côté les services de la wilaya.

Ces budgets d'investissement, a-t-on signalé, ont contribué à l'approvisionnement de nombreux groupements dépourvus auparavant de cette énergie à l'instar des mechtas de Sersouf (100 familles) dépendant de la localité de Henancha et de Merah El Boul (30 familles) dans la commune d'Oued Keberit.

Il est à noter que le programme d'aide à l'habitat rural a déployé des efforts importants pour le raccordement de milliers d'habitations, en électricité dont la majorité des mechtas des localités difficiles d'accès dont celles d'Ain Zana, Ouled Moumène, Khedara, Ouled Idriss, Mechrouha et Henancha.

BOUMERDES (RÉSEAU DE GAZ)

Lancement de raccordement de plus de 3.600 foyers à Beni Amrane et Aumale

Un projet pour le raccordement de 3.683 foyers des villages des communes de Beni Amrane et Aumale (Est de Boumerdes), au réseau public de distribution de gaz naturel, a été lancé en chantier, jeudi, en présence des autorités de la wilaya.

"Ce projet est inscrit au titre d'un programme centralisé de la wilaya, visant la couverture progressive de toutes les communes de Thénia, en gaz naturel", a indiqué le directeur de l'entreprise de distribution de gaz et d'électricité de la wilaya, Amar Medjber, dans son exposé au wali, Yahia Yahiatene, au titre d'une visite de travail dans les communes de cette daïra (Thénia).

Le projet, englobant la réalisation d'un réseau de transport de gaz sur 180 km, pour un délai fixé entre six à huit mois, devrait profiter, selon les explications du même responsable, aux villages

d'Ouled Djenane, Ouled Belaid, et Ghazi Baoune, outre les Dechra de Talite, Telmoute, Debagha, Beni Khelifa, Touzaline et Ouzla.

Dans son intervention, à l'occasion, le directeur de l'énergie de la wilaya, Bibi Moussa, a déploré le "retard" mis dans la réalisation des projets de raccordement au gaz naturel, au niveau de nombreuses régions de Beni Amrane et Aumale, pour des causes liées essentiellement, a-t-il dit, "aux oppositions de citoyens, outre le retard mis par les services des communes dans la mise à disposition des plans d'aménagement des régions concernées", a-t-il signalé. Le responsable a, néanmoins, affirmé la réception attendue de tous les projets de raccordement programmés au profit des deux communes suscitées "durant l'année prochaine, suite à la levée de toutes les contraintes les concernant", a-t-il assuré.

Sur un autre plan, les autorités de la wilaya ont procédé, dans la région Est de la commune d'Aumale, à la mise en exploitation du projet de réhabilitation d'un tronçon de la route communale reliant les villages "Tizi Mehdi" et "Adfal", sur 7 km, outre une inspection d'un projet de bétonnage d'une route de montage reliant la région de "Baba Ali" à "Hammana Adfal", sur 8 km.

La commune de Beni Amrane a, pour sa part, enregistré, au titre des efforts d'encouragement des populations à revenir dans leurs villages d'origine, la relance d'un chantier de réalisation de 450 logements publics locatifs (LPL), qui était à l'arrêt pour divers motifs. Un projet pour le réaménagement du stade communal a été destiné, à l'occasion, au profit de la commune de Souk El Hed, outre la réalisation d'une salle de sport et d'un marché couvert.

MOSTAGANEM

Plus de 180 demandes d'autorisation de fonçage de puits accordées

Pas moins de 183 demandes d'autorisation de fonçage de puits destinés à l'irrigation et à l'abreuvement du bétail ont été accordées depuis le début d'année en cours dans la wilaya de Mostaganem

a-t-on appris mercredi de la direction des ressources en eau.

Ces permis ont été accordés en application de mesures exceptionnelles visant la sauvegarde d'arbres fruitiers et le soutien à certaines filières agricoles dont celles d'agrumes, de grenadiers, de oliviers, de semences de pomme de terre et d'élevage bovin et avicole.

Les autorisations d'exploitation d'eaux souterraines pour l'irrigation et élevage ont été accordées au plateau de Mostaganem (39.000 ha) sur la base d'une étude approfondie menée par l'agence nationale des ressources en eau, l'agence du bassin hydrographique de l'Oranie "Chott Chergui", a-t-

on ajouté.

La direction des ressources en eau mise sur la réalisation d'un périmètre agricole irrigué dans la plaine de Mostaganem qui sera alimenté à partir des barrages dans le but d'augmenter les surfaces agricoles irriguées dans la wilaya de 45.000 hectares actuellement à 60.000 ha après la fin du projet, en plus de contribuer à réduire l'exploitation des nappes phréatiques affectés ces dernières années par la faible pluviométrie et l'irrigation accrue des maraichers.

La première tranche du périmètre agricole irrigué de la plaine de Mostaganem permettra d'irriguer 6.000 ha de terres agricoles sur un total de 15.300 ha programmés dans le cadre de ce projet doté d'une enveloppe de 7,5 milliards DA.

En outre, la direction des ressources en eau a mis en œuvre, en parallèle avec ce projet, un plan d'urgence pour préserver le niveau des eaux souterraines s (55 millions de mètres cubes) en rationalisant la consommation des eaux de puits et en diversifiant les sources notamment les barrages (Kramis, Chellif et Kerada), l'eau de mer dessalée (station de Sonactel) et les eaux traitées destinées à l'irrigation.

Les terres agricoles irriguées en eaux souterraines dans la wilaya de Mostaganem occupent plus de 37.000 ha à travers différentes régions nécessitant chaque année plus de 155 millions m³.

AIN TÉMOUCHENT

Des commerçants rejettent la tenue d'une foire commerciale

Des commerçants ont observé mercredi à Aïn Témouchent un mouvement de protestation pour exprimer leur refus de l'organisation d'une foire commerciale par la chambre de commerce et d'industrie de la wilaya, a-t-on constaté.

Des dizaines de commerçants de la ville d'Aïn Témouchent se sont rassemblés devant l'entrée principale du siège de la chambre précitée paralysant la circulation automobile au boulevard "Mohamed Khemisti" menant au centre-ville et nécessitant une présence intensifiée des policiers. Les protestataires ont exprimé, lors du sit-

in, leur rejet de cette foire commerciale dont l'ouverture est prévue demain jeudi eu égard à l'impact de cette manifestation économique sur leurs activités. Un commerçant a expliqué que la tenue de cette foire "affectera davantage l'activité commerciale moribonde dans la ville d'Aïn Témouchent".

Pour sa part, le directeur de la chambre du commerce et de l'industrie d'Aïn Témouchent, Miloud Hakimi, a affirmé que l'organisation de cette manifestation est tout à fait légale pour lutter contre la spéculation, favoriser la concu-

rence et préserver le pouvoir d'achat.

L'organisation de cette foire commerciale obéit à un cahier de charges permettant à tous les commerçants d'y participer à condition de le respecter et de disposer d'un registre de commerce, a-t-il souligné, ajoutant que cette manifestation procure aussi des recettes à trésorerie publique et des subventions à certains clubs sportifs. Or, il a été décidé mercredi d'annuler l'organisation de cette manifestation commerciale et économique, a-t-on appris de responsables à la direction du commerce de la wilaya.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
 MINISTERE DE LA SANTE DE LA POPULATION ET DE LA REFORME HOSPITALIERE
 DIRECTION DE LA SANTE DE LA WILAYA DE M'SILA
 ETABLISSEMENT PUBLIC HOSPITALIER DE MAGRA

La Directrice de l'Etablissement PUBLIC Hospitalier de magra annonce l'ouverture d'un concours pour le recrutement externe conformément au tableau suivant :

N° d'ordre	Grade	Mode de recrutement	Conditions d'accès	Nombres de postes
01	Médecin Généraliste de santé Publique	sur titre	Diplôme doctorat en Médecine ou Attestation d'équivalence	2

- Dossier de candidature

01-Demande manuscrite 2-Copie de la nationale d'identité. 3-Copie du Diplôme ou la qualification demandée accompagné du relevé des notes du parcours de formation. 04- Fiche de renseignements dûment remplie et signée par le candidat .

Avant la nomination dans le poste les candidats définitivement admis, devront compléter leurs dossiers administratifs par toutes les autres pièces notamment :

05-Copie du document justifiant la situation vis-à-vis au service national, légalisée par l'établissement organisateur du concours.

06-Casier judiciaire en cours de validité. 7-Certificat de résidence.8-Extrait de naissance (13)

09-Certificat médical . 10-Deux photo d'identité.

Les candidats admis sur titre et en complément des documents suscités, doivent compléter leurs dossiers par :

11-Attestations de travail justifiant l'expérience professionnelle du candidat dans la spécialité, ces documents doivent étre visés par la CNAS , pour l'expérience acquise dans le secteur . 12- Attestation justifiant la période de travail par le candidat dans le cadre d'insertion professionnelle et sociale des jeunes diplômés avec précision du poste occupé, en cas de besoin. 13- Les documents considérés comme ouvrages ou études réalisés par le candidat, en cas de besoins . 14-Les documents justifiant le suivi du candidat d'une formation dans le spécialité , supérieure au diplôme demandé , en cas de besoin. 15- Fiche familiale d'état civile pour les candidats mariés .

IMPORTANT :

- Les dossiers de candidature seront déposés à la sous-direction des ressources humaine de l'Etablissement Public Hospitalier de magra .

- Le délais de dépôt des dossiers de candidature est fixé à 15 (Quinze) jours ouvrables à compter de la parution du présent Avis aux quotidiens nationaux .

LA DIRECTRICE

Espace
réservé
à la pub



Page réalisée par: L.Amine

ARABIE SAOUDITE

Ça chauffe entre Benlamri et ses dirigeants



Après un retour aux entraînements jugé tardif par son club, avant-hier, Djamel Benlamri a été laissé sur le banc vendredi face à Al Feiha, dans un match que son équipe a perdu sur le score de 1-0.

L'international algérien qui n'a pas

était titularisé durant ce match avait refusé de faire les échauffements avec ses coéquipiers avant le début du match rapporte la presse saoudienne. Benlamri mécontent de ne pas figurer dans le onze de départ, n'a donc pas pris part aux échauffements d'avant

match. Benlamri a part ailleurs effacé le nom de son club de son profil sur "Instagram" un geste qui n'est pas passé inaperçu dans les médias saoudiens et le journaliste Al Ahmadi a déclaré sur une chaîne sportive que l'équipe d'Al Shabab était plus grande

que Benlamri et qu'il devait du respect au club.

Une situation qui pousse Benlamri vers la sortie mais l'un des meilleurs défenseurs de la dernière CAN ne manque pas de gros prétendants en Arabie Saoudite.

FOOTBALL / ALLEMAGNE / BUNDESLIGA

Le Borussia revient de loin

Mené par trois buts d'écart à la pause par la lanterne rouge, le Borussia a sauvé à remonter ce retard et sauver le point du nul (3-3).



Le vice-champion d'Allemagne a été proche vendredi d'enchaîner un nouveau faux-pas en Bundesliga, et fragiliser par la même occasion la position de son coach. Contre le dernier du championnat, le BVB était mené par trois buts d'écart et se dirigeait vers une vraie correction. Mais au prix d'un superbe sursaut, les Schwarzeblau ont réussi à se rattraper et cueillir le point du nul.

Une première période catastrophique

Le Borussia a attaqué son match complètement à l'envers, concédant trois buts en une mi-temps. Strelci Mamba (5e et 37e) et Gerrit Holtmann (43e) se sont chargés de punir les locaux pour leurs carences. Un vrai naufrage auquel les fidèles du Signal Iduna Park

ne croyaient pas leurs yeux. Cela faisait bien longtemps que leur formation n'avait pas affiché un visage aussi alarmant.

En seconde période, Dortmund ne pouvait pas faire pire. Il s'est remis à l'endroit, et aurait même pu se retrouver à un but de son adversaire dès la 49e si Marco Reus avait trouvé la faille à la 49e minute juste après la réduction du score de Jadon Sancho (47e). Mais, le portier de Hoffenheim a tenu bon, détournant notamment une tentative de Julian Brandt (76e). À un quart d'heure de la fin, on voyait mal comment les locaux allaient réussir à éviter le faux-pas, mais c'était mal évaluer leur persévérance. Alex Witsel a scoré le deuxième à la 84e d'une tête décroisée avant que Marco Reus ne trouve le chemin des

filets à son retour en mettant un coup de casque sur un centre de Sancho (91e).

Au final, le Borussia a donc réussi à arracher le nul et éviter son troisième accroc de la saison. Le scénario de la seconde période a de quoi retaper le moral de Hummels et cie avant de se déplacer à Camp Nou pour affronter Barcelone en Ligue des Champions (27 novembre), mais pour les ambitions domestiques du club ce résultat reste une contre-performance. Avec ce score de parité, les Jaune et Noir risquent de se retrouver à 7 points de la première place. Hans-Joachim Watzke et la direction du club pourraient ne pas l'accepter et emboîter le pas au board du Bayern en procédant à un changement au niveau de la barre technique.

ESPAGNE / REAL MADRID

Le retour de Neymar ? "Une bonne nouvelle" pour Zinédine Zidane

Le Real Madrid veut sa revanche ! Humilié au match aller sur la pelouse du Paris Saint-Germain (0-3), la Maison Blanche va tenter d'inverser la tendance contre le club de la capitale française mardi prochain en Ligue des Champions, dans le cadre de la 5e journée de la phase de poules. Un rendez-vous auquel Neymar participera certainement !

Titulaire face à Lille ce vendredi avec le PSG, le milieu offensif parisien devrait effectivement avoir du temps de jeu au Stade Santiago-Bernabeu dans quatre jours. La dernière fois qu'il y a mis les pieds, en 2018, il n'avait pas réussi à empêcher Cristiano Ronaldo et compagnie de l'emporter (1-3).

Zidane : "On veut jouer contre les meilleurs"

À l'instar du Real, le Brésilien sera donc revanchard. Une mauvaise nouvelle pour Zinédine Zidane ? Non, à en croire les propos



du technicien français, lequel s'est... réjoui du retour de la star parisienne !

"Le match le plus important, c'est samedi (ndlr: hier) en Liga contre la Real Sociedad. Mais pour ce qui est des joueurs qui vont revenir dans l'équipe du PSG, pour moi, c'est une bonne

nouvelle. On est préparé à jouer contre les meilleurs, on veut jouer contre les meilleurs. On connaît leur potentiel offensif, mais c'est bien de se dire que l'on va jouer contre une équipe avec zéro absent. Moi, je préfère", a déclaré ZZ. Ses joueurs seront-ils du même avis ?

FRANCE / PSG

Neymar doit-il débiter sur le banc face au Real ?

Son retour à la compétition était un petit évènement, il s'est finalement avéré plutôt décevant. Titularisé dans le couloir gauche de l'attaque du Paris Saint-Germain vendredi soir, face à Lille, en ouverture de la 14ème journée, Neymar n'était pas dans un bon soir. Rentré directement au vestiaire suite à sa sortie à l'heure de jeu en lieu et place d'un Kylian Mbappé remis de ses soucis de santé, le Brésilien n'a ni été décisif ni été influent dans le jeu de son équipe au Parc des Princes.

Aligné dans le couloir gauche de l'attaque francilienne, l'ancien du FC Barcelone a certes fait lever les supporters sur quelques gestes de classe dont il a toujours eu le secret, mais il a aussi et surtout peiné techniquement, affichant un déchet peu habituel le concernant. Pas toujours disponible, souvent agacé et vraisemblablement légèrement à court de forme, Neymar n'a pas marqué des points, contrairement aux Argentins Angel Di Maria et Mauro Icardi, buteurs et toujours aussi décisifs.

De ce fait, alors que Kylian Mbappé, préservé en vue du choc face au Real Madrid en Ligue des Champions, a débuté la rencontre sur le banc des remplaçants, force est de constater que Thomas Tuchel pourrait être contraint de faire des choix forts mardi soir (21h00).

ANGLETERRE / MANCHESTER CITY

Guardiola : "Je veux rester à 100%"

Quatrième de Premier League, Manchester City, champion d'Angleterre la saison dernière, n'est pas à sa place lors de cet exercice 2018-2019. Avec 25 points au compteur.

En attendant, si les enjeux sportifs sont nombreux, Pep Guardiola doit quant à lui lutter pour faire taire les rumeurs. Envoyé du côté du Bayern Munich, club dans lequel il est déjà passé et venant de licencié Niko Kovac, le Catalan s'est chargé d'éteindre les bruits de couloirs au sujet de son avenir en conférence de presse. "La réponse est, je veux rester. Je n'ai aucune raison de m'en aller. Je suis incroyablement satisfait du travail accompli avec ce club et les joueurs (...) Si le club veut encore de moi la saison prochaine, je veux être ici à 100 % parce que je veux vivre dans cette ville et parce que je connais des gens adorables ici", a confié l'ancien du FC Barcelone, on ne peut plus clair sur le sujet, avant d'évoquer la situation face à laquelle il se trouve cette saison. "Si les gens pensent que je vais démissionner ou être renvoyé pour ces résultats et être neuf points derrière (le leader Liverpool), ils ne me connaissent pas. J'aime le défi et j'adore être dans cette position (...) Les gens et les spécialistes disent que c'est fini. Mais pourquoi voulez-vous que je pense que c'est terminé ? Jusqu'en mai, nous sommes champions et nous voulons défendre notre titre", a ajouté Pep Guardiola, particulièrement déterminé. Comme à son habitude.

ITALIE / JUVENTUS

Cristiano Ronaldo garde le moral malgré sa blessure

Cristiano Ronaldo n'était pas opérationnel hier lors du match de la Juve contre l'Atalanta Bergame. Maurizio Sarri, son entraîneur, a indiqué qu'il y avait 99% de chances pour qu'il ne participe pas à ce match car il était encore amoindri par des soucis physiques. Les mêmes qui le pénalisaient avant son départ en sélection.

Pour rappel, Ronaldo avait des soucis de genou, et il a joué « diminué » les rencontres de la Seleçao. Lui-même l'a reconnu, en justifiant qu'il se devait de prendre sur soi et faire des efforts pour aider son équipe nationale à composer son ticket pour le championnat d'Europe.

CR7 a donc manqué son troisième match de Serie A depuis l'entame de la saison. Toutefois, il n'est pas abattu pour autant. À travers un message publié sur les réseaux sociaux, l'ancien merengue a rassuré ses supporters. « Je suis concentré sur ma récupération, et j'espère revenir très bientôt », a-t-il écrit, en adjoignant à cette publication un emoji d'un biceps en flexion.

Cristiano Ronaldo a manqué à ses coéquipiers face à Bergame. En revanche, il devrait très certainement être opérationnel pour le duel contre l'Atlético Madrid, programmé mercredi prochain en Ligue des Champions (5e journée). Après cette rencontre, et pour se faire pardonner pour son attitude jugée « égoïste » lors de ses remplacements des derniers matches, il a prévu d'inviter tous ses coéquipiers à un dîner.

ÉQUIPE NATIONALE

La France et l'Italie en amical en 2020 ?

La France, championne du monde en titre et l'Italie comptent parmi les potentiels sparring-partners des «Verts» lors des prochains matchs amicaux, prévus lors des dates Fifa de mars et juin 2020, a annoncé vendredi le président de la Fédération algérienne de football (FAF), Kheïreddine Zetchi.



«Plusieurs grandes nations du football mondial sont intéressées par des joutes amicales contre la sélection algérienne, dont l'Italie et la France», a indiqué le premier responsable de la FAF sur les ondes de la Radio algérienne.

Zetchi a assuré toutefois que le principal objectif de la FAF et du staff technique national «n'est pas le prestige de croiser ces grandes nations», mais plutôt de trouver «le sparring-partner adéquat» qui répond le mieux aux exigences de préparation de l'équipe nationale

en prévision du début des éliminatoires de la Coupe du monde Qatar-2022.

«Nous y verrons plus clair au mois de janvier, après le tirage au sort, car nous devons d'abord connaître nos adversaires et le fait de commencer par les recevoir ou nous déplacer chez eux. Tout cela est très important à savoir, car chaque situation nécessite une préparation spécifique, sans oublier le temps nécessaire en cas de déplacement. Donc une fois que nous serons fixés, nous pourrions décider quel pourrait être notre meilleur

sparring-partner», a expliqué Zetchi.

Le président de la FAF a ajouté que la Fédération française de football «est intéressée par un match amical contre la sélection algérienne en Algérie» et selon lui, les discussions dans cette perspective n'ont jamais été interrompues.

Depuis son sacre continental, l'été dernier en Egypte, la sélection nationale a pris beaucoup d'envergure et, sur sa lancée, elle a facilement dominé la Colombie (3-0), en match amical de préparation, disputé le 15 octobre à Lille (France).

PATRICK VIEIRA, ENTRAÎNEUR DE L'OGC NICE

«Boudaoui progresse»

L'entraîneur de l'OGC Nice Patrick Vieira a estimé vendredi, que sa nouvelle recrue algérienne Hicham Boudaoui, rarement utilisé en ce début de saison, est en train de progresser.

«Il est en train de progresser, de trouver sa place dans le groupe. C'est un joueur très agressif au milieu, il se projette très vite à l'avant. C'est un joueur très intéressant qui doit s'habituer au travail mis en place, mais il aura l'opportunité de jouer d'ici la

trêve. Il n'est pas question de le prêter cet hiver, il restera au club jusqu'à la fin de la saison.» a déclaré le coach azuréen en conférence de presse d'avant match contre Lyon qui s'est joué hier.

Arrivé cet été pour un contrat de cinq ans en provenance du Paradou AC, Boudaoui (20 ans) a été rarement utilisé par le coach de l'OGC Nice.

Il avait fait deux apparitions dont la première en championnat contre Stras-

bourg où il a disputé seulement 28 minutes et une seconde en coupe de la Ligue.

Un manque de temps de jeu qui lui a coûté sa place en sélection nationale. En effet, il n'avait pas été dans le groupe concerné par les deux dernières sorties officielles des Verts cette année contre respectivement la Zambie (5-0) et Botswana (1-0) pour le compte des deux premières journées des qualifications à la CAN 2021.

MC ORAN

Le nouveau président connu ce mardi

Sans président depuis juin dernier, le MC Oran organisera ce mardi une assemblée générale (AG) des actionnaires de la SSPA/MCO pour élire le successeur d'Ahmed Belhadj dit «Baba».

Cette décision a été prise au cours d'une réunion du Conseil d'administration de la SSPA/MCO tenue en fin d'après-midi de jeudi dernier, mais à laquelle ont assisté trois membres seulement, a-t-on appris de l'un d'entre

eux, Nacereddine Bensedjri.

«L'assemblée générale de la SSPA est composée de 18 membres qui sont convoqués pour élire un nouveau président, et un nouveau Conseil d'administration mardi prochain à 17h00 au niveau de l'hôtel Merdien», a affirmé ce membre du Conseil d'administration, ajoutant qu'il sera également question de nommer un nouveau directeur général en remplacement de Cherif El Ouazzani qui occupe actuel-

lement ce poste, mais qui souhaite retrouver sa fonction originale comme entraîneur en chef de l'équipe.

Le MCO est sous la menace de sanctions de la Fédération algérienne de football pour n'avoir pas remis des documents comptables et administratifs exigés par la nouvelle direction nationale de contrôle et de gestion, d'où l'empressement de certains actionnaires à remettre de l'ordre dans la maison, rappelle-t-on.

US ORLÉANS

Anthar Yahia quitte son poste de manager général

L'US Orléans et l'ancien international algérien Anthar Yahia, vendredi ex-manager général du club, ont finalement trouvé un accord à l'amiable pour se séparer, a indiqué l'équipe de Ligue 2 française.

«Au regard de la situation sportive actuelle du club, et de la nécessité de pouvoir préparer les prochaines échéances sportives dans les meilleures conditions possible, notamment grâce à une synergie complète entre la direction et le staff technique du club, l'US Orléans et monsieur Anthar Yahia ont décidé de cesser leur collaboration avec effet immédiat» pouvait-on lire vendredi sur le site Internet de l'USO.

TURQUIE

Feghouli perd à domicile face à Basaksehir

L'international algérien Sofiane Feghouli qui a disputé 75 mn vendredi face à Başakşehir pour le compte de la 12^{ème} journée de la «super lig» a perdu avec son équipe à domicile (0-1).

Il s'agit de la première défaite à domicile du club en championnat depuis 41 matchs. Başakşehir s'impose donc sur le fil à Galatasaray et s'empare du fauteuil de leader. Le Galatasaray est sixième avec 19 points à trois points du leader. Sofiane Feghouli a cédé sa place à Emre Mor.

CAN U23

L'Egypte sacrée chez elle

La sélection égyptienne s'est adjugée la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) des moins de 23 ans, en venant à bout de la Côte d'Ivoire (2-1), au terme de la finale de la compétition continentale disputée vendredi soir au stade international du Caire.

Les Pharaons ont ouvert la marque à la 36^{ème} minute du jeu grâce à Karim El Eraky avant que Aboubakar Doumbia n'égalise à une minute de la fin de la rencontre renvoyant les deux sélections en prolongations. Les Egyptiens ont mis une pression énorme sur la défense adverse et fini par s'imposer sur une réalisation de Ramadan Sobhi à la 114^{ème} minute offrant aux siens la victoire et le premier sacre de leur histoire. Au terme de cette compétition, l'Egypte, la Côte d'Ivoire et l'Afrique du Sud, tombent plus tôt dans la journée du Ghana (2-2, 3-2 tab), ont validé leur ticket pour les Jeux Olympiques de Tokyo. L'Afrique dispose de trois places pour le tournoi olympique masculin de football (22 juillet et 8 août), qui regroupe 16 équipes à Tokyo, Saitama et Yokohama.

TOURNOI DE L'UNAF (U20)

Les Verts débiteront face à la Tunisie

La sélection nationale juniors affrontera son homologue tunisienne, en ouverture du tournoi de l'Union nord-africaine de football (U20), prévu du 23 novembre au 1er décembre au stade du Kram (Tunisie), selon le tirage au sort effectué vendredi à Tunis. Le championnat réunira les équipes de Tunisie, d'Algérie, du Maroc, d'Egypte et de Burkina Faso en tant qu'invités hors zone. Le tournoi se déroulera sous forme de mini-championnat de cinq journées, où chaque sélection disputera quatre matches à l'issue desquels le premier sera sacré champion.

Première journée (samedi 23 novembre) :

11h00 : Maroc – Burkina Faso

13h30 : Tunisie – Algérie

Deuxième journée (lundi 25 novembre) :

11h00 : Algérie – Burkina Faso

13h30 : Egypte – Maroc

Troisième journée (mercredi 27 novembre) :

11h00 : Egypte – Burkina Faso

13h30 : Tunisie – Maroc

Quatrième journée (vendredi 29 novembre) :

11h00 : Algérie – Egypte

13h30 : Burkina Faso – Tunisie

Cinquième journée (dimanche 1er décembre) :

11h00 : Maroc – Algérie

13h30 : Tunisie – Egypte.

COLOMBIE

Trois morts dans un attentat contre un poste de police



Trois policiers ont été tués et sept autres blessés vendredi en Colombie lors d'un attentat avec des bombes de gaz contre un commissariat à Santander de Quilichao, dans le département agité du Cauca (sud-ouest), a-t-on appris auprès de la municipalité.

"Il y a eu un attentat contre le poste de police avec des bombes, qui a malheureusement fait trois morts et sept blessés", dont deux graves, a déclaré le secrétaire de la mairie, Jaime

Asprilla. Le fonctionnaire municipal a écarté que l'hypothèse que cette attaque, survenue vers 21H00 locales (02H00 GMT), ait un lien avec l'actuel mouvement de protestation contre le président Ivan Duque.

Il l'a attribuée aux groupes armés qui opèrent dans le Cauca, région stratégique du trafic de marijuana ainsi que de cocaïne, dont la Colombie est le premier producteur mondial.

"C'est un attentat de groupes organisés qui ont des moyens et qui sont

liés au thème de la drogue", a-t-il déclaré.

Le chef de l'Etat a condamné sur Twitter ce "lâche attentat terroriste", en ordonnant à "la force publique d'identifier les responsables" et en exprimant sa solidarité envers les "proches de ces héros".

Le ministre de la Défense, Carlos Holmes Trujillo, a pour sa part déclaré que l'explosion avait endommagé des habitations avoisinantes, où résident des civils.

VLADIMIR POUTINE

Appel à renforcer la puissance militaire de la Russie au cours des 10 prochaines années

Le président russe Vladimir Poutine a appelé vendredi à renforcer les capacités militaires du pays au cours des 10 prochaines années afin de faire face aux menaces mondiales.

Lors d'une réunion du Conseil de sécurité russe, M. Poutine a déclaré que la technologie militaire se développe rapidement et que la concurrence et la rivalité s'intensifient dans le monde.

"Notre tâche pour la prochaine décennie consiste à continuer de renforcer

et de développer le potentiel militaire et technique ainsi que les ressources humaines de l'armée", a-t-il poursuivi.

Un nouveau programme d'armement et un plan de développement du complexe militaro-industriel doivent être élaborés l'année prochaine, et la tâche principale consistera à améliorer les caractéristiques qualitatives et quantitatives des armes et du matériel militaire, a-t-il indiqué.

Au cours des prochaines années, la part des armes et équipements mo-

dernes dans l'armée, la marine, la sécurité et les forces de l'ordre russes devrait passer de 68% à 70%, puis être solidement stabilisée à ce niveau, a affirmé M. Poutine.

La part des armes et équipements modernes devrait être encore plus importante dans les forces nucléaires stratégiques, qui jouent un rôle clé dans la maîtrise des agresseurs potentiels et le maintien de l'équilibre des forces dans le monde, a-t-il souligné.

TURQUIE

Arrestation d'un important membre de l'EI

La Turquie a arrêté et interrogé actuellement Ebu Cihad al-Din al-Nasir Ubeide, un important membre du groupe terroriste autoproclamé "Etat islamique" (EI/Daech), également connu sous le nom de code de Yusuf Huda, à l'origine d'attentats dans 20 pays, a annoncé le ministre turc de l'Intérieur.

"Nous avons capturé un très important membre de Daech (EI) connu comme poseur de bombes, fabricant de bombes et formateur aux attentats-suicides", a déclaré le ministre de l'Intérieur, Suleyman Soyulu, dans un entretien publié vendredi dans le quotidien turc Hurriyet.

"C'est l'un de ceux qui contactent les kamikazes. Ce terroriste est le cerveau des attentats perpétrés en

Russie en 2018 et dans un centre commercial de Hambourg, en Allemagne", a-t-il ajouté.

"Il a formé des membres de Daech du monde entier à des entraînements militaires en face-à-face, à la préparation de véhicules piégés, à la préparation d'attentats-suicides et à l'assassinat par empoisonnement, et il recrutait et entraînait de futurs kamikazes", a précisé M. Soyulu.

Les forces de sécurité turques ont mené 1288 opérations contre l'EI au cours des dix premiers mois de 2019 et ont arrêté plus de 3500 ressortissants turcs et 2600 ressortissants étrangers, a-t-il poursuivi, notant que les opérations de lutte contre l'EI en Turquie ont conduit à l'arrestation de 1686 étrangers et d'environ 3000 ressortissants turcs.

LIBAN

Un responsable de l'ONU dénonce la mauvaise gestion de la crise

Le coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban, Yan Kubish, a critiqué la mauvaise gestion de la crise au Liban, ont rapporté vendredi les médias locaux. "Il n'y a pas de bonne gestion pour la crise actuelle au Liban", a déclaré M. Kubish, cité par le journal indépendant en ligne Elnashra. Il a ajouté qu'il y avait de grandes inquiétudes concernant la poursuite de la détérioration économique et sociale au Liban. Le Liban a vu une détérioration de sa situation économique et financière en raison de l'échec des politiques adoptées par les gouvernements successifs au cours des dernières années, ont fait remarquer des observateurs locaux. La dégradation de l'économie a poussé les Libanais à descendre dans la rue depuis le 17 octobre pour protester contre la classe politique dirigeante, ce qui a entraîné le renversement du gouvernement intérimaire du Premier ministre Saad Hariri. Ils ont promis de ne pas quitter la rue tant qu'ils ne verront pas la mise en œuvre de réformes concrètes, outre une lutte sérieuse contre la corruption et le gaspillage des fonds publics.

IRAN

Importants exercices de défense aérienne

Les exercices militaires portant le nom de code "Gardiens du ciel de Velayat-98" sont entrés vendredi dans leur deuxième jour dans la province iranienne de Semnan, dans le centre du pays, selon l'agence de presse Fars. Les exercices, qui se déroulent sur une région de 416.000 kilomètres carrés, ont pour objectif de renforcer la préparation au combat face aux menaces potentielles dans le Golfe et le détroit d'Ormuz, précise l'agence de presse iranienne. Les unités de défense aérienne du pays ont entamé le deuxième jour de leurs exercices militaires à grande échelle avec différents types de missiles et de systèmes radar ultramodernes, conçus et construits en Iran, ce qui renforce leur puissance contre-offensive face à différentes menaces aériennes, a affirmé Fars. "La première phase des exercices comprend la détection et l'identification des cibles ennemies, alors que la seconde phase concernera un système radar attaquant des cibles aéroportées", a déclaré Ailreza Sabahi, commandant de la force de défense aérienne iranienne, en marge des manœuvres.

IRAK

Quatre morts dans des manifestations à Bagdad

Quatre manifestants ont été tués à Bagdad lors d'un nouveau vendredi de contestation en Irak, où les foules, non convaincues par les réformes proposées par l'Etat, continuent d'abonder dans les rues. Dans la rue Rachid et aux abords de trois ponts reliant la place Tahrir aux principales institutions du pays, deux manifestants ont été tués par balles et deux autres par des grenades lacrymogènes des forces de l'ordre, tandis que 30 autres personnes ont été blessées, selon des sources médicales. Ces grenades sont d'ailleurs dénoncées car elles sont de type militaire et dix fois plus lourdes que celles utilisées ailleurs dans le monde. Le pouvoir en place a proposé des aides sociales et une réforme de la loi électorale qui peine à prendre forme au Parlement, mais n'arrive toujours pas à convaincre les manifestants qui réclament une refonte du système politique, une purge des "corrompus" et une classe dirigeante entièrement renouvelée. Dans son prêche hebdomadaire, le grand ayatollah Ali Sistani, figure tutélaire de la politique irakienne qui a récemment apporté un soutien de poids aux revendications des manifestants sans toutefois retirer sa confiance aux dirigeants, est revenu sur la réforme de la loi électorale, estimant que voter une telle réforme était la priorité pour sortir de la "grande crise".

NATIONS UNIES

La situation humanitaire reste très préoccupante au Soudan du Sud

La situation humanitaire reste très préoccupante au Soudan du Sud et il est prévu que 7,5 millions de personnes auront besoin d'une assistance humanitaire l'année prochaine, a déclaré vendredi un responsable de l'ONU. "A l'heure actuelle, nous avons encore environ 1,5 million de personnes déplacées à l'intérieur du pays et 2,2 millions de personnes, des réfugiés, à l'extérieur du pays. Au cours des 12 derniers mois, grâce au cessez-le-feu qui a été conclu, nous avons été en mesure d'apporter une aide humanitaire à plus de 4,4 millions de personnes", a expliqué Alain Noudehou, coordonnateur humanitaire des Nations Unies au Soudan du Sud, lors d'une conférence de presse organisée au siège de l'ONU à New York. Il y a eu des inondations d'une ampleur sans précédent depuis 40 ans, qui ont vraiment affecté 900.000 personnes au Sud-Soudan, a indiqué M. Noudehou. "Ces dernières semaines, nous avons travaillé d'arrache-pied pour répondre à ces inondations", a-t-il ajouté.

IRAK

Visite surprise du vice-président américain, Mike Pence

Le vice-président des États-Unis, Mike Pence, s'est rendu hier pour la première fois en Irak, où il a notamment rencontré des soldats américains sur la base militaire d'Aïn al-Assad, dans l'ouest désertique du pays.

Première visite en Irak pour Mike Pence. Le vice-président des États-Unis a effectué une visite surprise, hier, sur la base militaire d'Aïn al-Assad (ouest) où il a rencontré des soldats américains. Il s'est ensuite rendu à Erbil (nord) où il s'est entretenu avec le président du Kurdistan irakien.

Aucun programme n'a été communiqué en amont de la visite de Mike Pence en Irak, en proie depuis près de deux mois à sa plus grave crise sociale depuis la chute en 2003 du dictateur Saddam Hussein dans la foulée de l'invasion américaine.

S'il s'est entretenu par téléphone en début d'après-midi avec le Premier ministre irakien, Adel Abdel Mahdi, Mike Pence ne devait cependant rencontrer aucun dirigeant irakien.

Fin décembre 2018, le président Donald Trump avait déjà suscité la polémique en se rendant uniquement sur cette base militaire, située dans l'ouest désertique de l'Irak, sans rencontrer aucun officiel à Bagdad.



Système politique créé par l'occupant américain

En Irak, plus de 340 personnes – en grande majorité des manifestants – ont été tués dans des violences depuis le 1er octobre.

Les protestataires réclament la refonte du système politique. Un système créé par l'occupant américain en 2003 et désormais investi par l'autre grande puissance agissante

dans le pays, l'Iran. Les manifestants demandent également un renouvellement total de leur classe dirigeante, qu'ils jugent corrompue et incompétente. Or, depuis le début de ce mouvement, les États-Unis sont aux abonnés absents. Un silence qui, selon les analystes, révèle le déclin de la première puissance économique mondiale en Irak, voire du désintérêt de Washington

pour le deuxième producteur de pétrole de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). Les Américains maintiennent toutefois, encore aujourd'hui, une forme d'engagement en Irak en dirigeant la coalition internationale qui appuie les troupes irakiennes qui luttent contre les cellules jihadistes persistantes du groupe État islamique.

DESTITUTION DE TRUMP

Les faits reprochés jugés "bien plus graves" que ceux commis par Nixon

À l'issue des auditions publiques menées dans le cadre de l'enquête en destitution de Donald Trump, l'élu démocrate en charge de l'enquête, Adam Schiff, a assuré que les faits reprochés au locataire de la Maison Blanche étaient "bien plus graves" que ceux commis par l'ancien président Richard Nixon.

Un dernier coup de pression. Pour conclure la série d'auditions menée dans le cadre de l'enquête sur la destitution de Donald Trump, l'élu démocrate en charge de l'enquête Adam Schiff a comparé Donald Trump au seul président de l'histoire des États-Unis à avoir démissionné, en 1974, pour s'éviter une destitution, Robert Nixon.

"Ce que nous avons ici (...) va bien au-delà de ce que Nixon a fait", a-t-il lancé, ce jeudi, en référence au scandale d'espionnage politique dit du Watergate. Quarante-cinq ans après Richard Nixon, Donald Trump est à son tour menacé par une enquête en destitution pour avoir demandé à l'Ukraine d'enquêter sur le démocrate Joe Biden, son potentiel adversaire lors de la présidentielle de 2020.

Les démocrates accusent le président républicain d'avoir abusé de sa fonction pour faire pression sur Kiev, notamment en gelant une aide militaire de près de 400 millions de dollars votée par le Congrès.

Donald Trump nie toute pression, assure que son appel était "parfait" et se dit victime d'une "chasse aux sorcières" sans précédent.

Hogan Gidley, porte-parole de la Maison Blanche, a appelé jeudi à mettre fin "à ces audiences bidons illégitimes". Si elles

se poursuivent, "le président Trump veut avoir un procès au Sénat, parce que c'est clairement la seule chambre où il peut s'attendre à l'équité et au respect scrupuleux de la loi en vertu de la Constitution", a-t-il précisé.

Un "donnant-donnant" proposé aux Ukrainiens

Au cours des huit derniers jours, les douze témoins qui se sont succédés à la Chambre des représentants n'ont pas été épargnés par l'aigreur des débats. Avec plus ou moins de force ou de prudence, les diplomates, hauts responsables ou conseillers auditionnés ont résisté à ces attaques et dressé par petites touches un tableau accablant pour le président.

Ils ont d'abord décrit comment il avait écarté sans raison l'ex-ambassadrice à Kiev Marie Yovanovitch et imposé en mai son avocat personnel, Rudy Giuliani, aux diplomates en charge du dossier ukrainien. Cela faisait des mois que l'ancien maire de New York multipliait les contacts à Kiev et les interviews télévisées pour réclamer une enquête sur Joe Biden et les affaires de son fils Hunter en Ukraine.

Une fois Rudy Giuliani à la manœuvre, un "donnant-donnant" a été proposé aux Ukrainiens, a déclaré mercredi l'ambassadeur auprès de l'Union européenne, Gordon Sondland : si leur président voulait être invité à la Maison Blanche, il devait annoncer publiquement des enquêtes sur Burisma, le groupe gazier qui a longtemps employé Hunter Biden.

Gordon Sondland, un riche homme d'affaires et donateur républicain, a ajouté

"avoir acquis la conviction" que l'aide militaire avait également servi de levier. Il a toutefois reconnu que le président Trump, avec qui il discutait régulièrement, ne lui en avait "jamais" parlé "directement". Les républicains se sont emparés de cette déclaration pour dénoncer un dossier "sans preuve matérielle".

"Une fiction propagée par les services secrets russes"

Entendu en dernier, une conseillère de la Maison Blanche a indirectement critiqué jeudi le président qui, outre Joe Biden, a demandé à l'Ukraine d'enquêter sur une prétendue ingérence ukrainienne dans l'élection présidentielle de 2016 au profit des démocrates. "C'est une fiction qui a été créée et propagée par les services de sécurité russes", a souligné Fiona Hill, haute responsable au sein du Conseil de sécurité nationale.

"S'il vous plaît, ne propagez pas pour des raisons politiques des mensonges qui servent clairement les intérêts russes", a-t-elle lancé aux élus, en leur rappelant que les services de renseignement américains avaient conclu que Moscou s'était ingéré dans la campagne de 2016, et non l'Ukraine.

Aucun autre témoin n'est programmé à cette heure et il est probable que la Chambre des représentants, aux mains des démocrates, passe rapidement au vote sur une mise en accusation ("impeachment") du président. Il restera ensuite au Sénat, contrôlé par les républicains, de le juger. Donald Trump devrait donc échapper à une destitution

LIBAN

La jeunesse en révolte

Alors que le Liban a célébré vendredi sa fête nationale en pleine contestation populaire, nos reporters sont allés à la rencontre du peuple en colère. De Beyrouth, la capitale, à Tripoli, au nord du pays, des dizaines de milliers de Libanais se révoltent chaque jour depuis mi-octobre contre l'ensemble de la classe politique, jugée incompétente et corrompue. Pour la première fois, la jeunesse semble dépasser les traditionnelles divisions géographiques, sociales et religieuses pour faire bloc, unie dans la même aspiration à un avenir meilleur.

Alors que les manifestations contre la corruption de la classe politique se poursuivent depuis une semaine au Liban, des milliers de femmes ont rejoint les rangs de la contestation pour dénoncer également les inégalités dont elles restent victimes.

Il s'en est fallu de peu. En lançant un coup de pied dans l'entrejambe d'un garde ministériel armé d'un fusil automatique, une jeune femme s'est muée en quelques heures en icône des manifestations anti-corruption qui boussulent le Liban depuis la semaine dernière. La vidéo d'à peine 5 secondes a été publiée vendredi 18 octobre, avant d'être reprise de façon virale sur les réseaux sociaux, atteignant à ce jour plus de 62 000 vues.

Selon les médias libanais, l'incident s'est produit dans la nuit de jeudi à vendredi, lors d'une confrontation entre des manifestants et le convoi du ministre de l'Éducation Akram Chehayeb, dans le centre-ville de Beyrouth. L'un des gardes du corps du ministre est sorti de la voiture et a tiré en l'air avec un fusil d'assaut, provoquant la colère des manifestants.

Tandis qu'un second garde du corps pointe à son tour son fusil en l'air, une femme lui assène un coup à l'entrejambe, faisant reculer l'homme, hagard. Depuis, la vidéo a été scrutée, commentée, et même détournée dans l'œuvre de l'artiste libanais Rami Kanso.

BREXIT

Corbyn ne prendrait pas parti au second référendum

Jeremy Corbyn, chef de file de l'opposition travailliste au Royaume-Uni, a annoncé vendredi soir qu'il ne prendrait pas partie dans l'éventualité d'un second référendum sur le Brexit, une neutralité qui, a-t-il dit, lui permettrait de mettre en oeuvre le résultat, quel qu'il soit, d'une telle consultation.

Le leader du Labour était interrogé par un panel d'électeurs réunis par la BBC pour une émission spéciale en vue des élections législatives anticipées du 12 décembre prochain.

"J'adopterai en tant que Premier ministre, si je le suis, le moment venu, une attitude de neutralité de sorte que je pourrai mettre en oeuvre de manière crédible les résultats de ce (référendum) pour réunir nos communautés et notre pays plutôt que de continuer ce débat sans fin sur l'UE et le Brexit", a-t-il dit.

L'opposant travailliste avait indiqué auparavant que le Labour se prononcerait pour ou contre le Brexit lors d'une convention spéciale.

Le Brexit divise le Parti travailliste, et Jeremy Corbyn, en prenant une position ferme sur cette question centrale qui écarte depuis des années la vie politique britannique, risquerait de s'aliéner une partie ou l'autre de l'électorat Labour.

Intervenant plus tard lors sur le même plateau de télévision, le Premier ministre conservateur Boris Johnson a répondu à distance à son rival travailliste: "Je ne vois pas comment on peut conclure un accord quand on dit que l'on sera neutre ou indifférent au sujet de cet accord", a-t-il dit. Depuis le début de la campagne, le Parti conservateur fait la course en tête dans les intentions de vote mesurées par les instituts de sondage. Mais une étude Panelbase publiée vendredi ne donne plus que dix points d'avance aux Tories, à 42% des intentions de vote (en recul d'un point en une semaine) contre 32% (+2) pour le Labour. Les Libéraux démocrates de Jo Swinson sont 14% (-1) et le Parti du Brexit de Nigel Farage à 3% (-2).

Les élections de la dernière chance

C'est au moment où surgissent de graves menaces, où l'horizon s'obscurcit, où apparaissent les signes avant-coureurs de la tempête et du déclin, que la lucidité prend sa revanche sur le mensonge, le rêve insensé et la folie des esprits.

Par Isselmou Ould Abdel Kader*

C'est aussi le moment où se posent les questions les plus apparemment saugrenues, provocatrices et irritantes aux yeux de ceux qui s'obstinent, sans aucun égard à la logique du temps, à continuer d'adopter le même train de vie, le même mode de pensée, les mêmes approches et solutions surannées.

L'on est obligé, malheureusement, de choquer ces habitants de la caverne platonique en leur paraissant ultra pessimiste et même déséquilibré, pour avoir douté de l'existence d'une nation mauritanienne, à l'instar de ceux qui, bien avant ces lignes, ont déjà exprimé un tel sentiment.

Sans doute, avons-nous donné un nom à l'ensemble humain habitant ce territoire, qui aurait pu englober depuis Tombouctou jusqu'aux régions méridionales du Maroc et de l'Algérie, sans aucune disposition à consentir un sacrifice pour le protéger. Nous nous vantons d'une culture qui n'est pas spécifiquement la nôtre et faisons valoir des moments de gloire hypothétiques d'une histoire que nous connaissons mal et dont nous n'avons même pas une version officielle. Nous avons tellement imité les nations historiquement bien formées, que la mythomanie est devenue le mode de gestion de notre destin commun.

En effet, l'État national a mimé l'administration coloniale et depuis qu'ils sont au Pouvoir, les Militaires n'ont cessé de mimer les Civils. Or, il est scientifiquement établi que l'imitateur devient fou à partir du moment où il oublie qu'il est en train d'imiter.

Une genèse interrompue

Espérons qu'il nous reste au moins un moment de lucidité pour nous poser la question de savoir si nous sommes encore capables de former une nation, ou si nous devons nous résigner à demeurer un ensemble fragile et hétéroclite de tribus, d'ethnies et de strates sociales disposées, les unes par rapport aux autres, au gré de la succession de royaumes éteints, de confédérations tribales vaincues ou de formations émiraies inachevées.

Nous avons essayé, du moins ceux parmi nous de la génération du début de la période post coloniale, de fonder notre projet de nation sur des éléments historiques dont l'islam commun à tous les Mauritaniens, l'usage commun de la langue arabe depuis l'avènement de l'Almouyade vers 1776, les liens tissés par nos mahadras et le système traditionnel d'enseignement, le partage de certains épisodes de notre histoire depuis l'époque des Almoravides.

Ces fondements auraient bien permis d'improviser une nation, comme partout dans l'empire colonial français où les limites entre colonies n'ont jamais, et pour cause, coïncidé avec celles des ensembles pré coloniaux culturellement homogènes. Mais la genèse de l'État-nation s'est vite interrompue, laissant entrevoir une menace gravissime sur les facteurs intégrateurs d'une osmose qui avait commencé bien avant la colonisation, en dépit de l'anarchie généralisée ou « seiba » dont l'esprit revient, aujourd'hui, au galop.

Cette interruption provoque chez certains d'entre nous un tel pessimisme qu'ils considèrent les fondements de notre unité comme de simples raccourcis en l'absence d'une volonté de refonder l'État sur une vision partagée de notre destin commun.

Nous sommes bien partis grâce à des

hommes et des femmes qui ont su, en dépit de bien des obstacles, commencer à forger un homme mauritanien capable d'échapper à l'emprise des référentiels sectaires pour pouvoir contribuer à la formation d'une culture citoyenne. Mais nos premiers dirigeants ont commis une erreur fatale qui aura sur nous un impact à vie : l'option pour la guerre en vue du rattachement du Sahara.

Il est hors de propos d'aborder davantage cette question, mais il est permis de penser que la Mauritanie avait une équipe de dirigeants qui valait, pour elle, tous les Sahara du monde. Faire la guerre dans le contexte des années 1970 était un choix clair et net entre l'impossible adjonction d'un territoire disputé par deux pays cent fois plus forts que nous et le maintien du meilleur gouvernement que le pays eût pu avoir.

Cette erreur eut de nombreuses conséquences dont la plus fatale fut l'avènement du régime militaire dont les tenants n'ont pas toujours été, cependant, de mauvaise étoffe.

Ce régime a fini cependant, par affaiblir l'Armée en éliminant ses meilleurs éléments et en lui faisant jouer un rôle qui n'est guère le sien. A la décharge de ceux parmi les officiers qui ont géré le pays sans se référer à leur propre instinct idéologique sectaire, il faut noter que les cadres civils partagent avec eux la responsabilité des erreurs commises en matière de gestion de l'État depuis le putsch du 10 juillet 1978.

La réforme de l'enseignement de 1979 avait consacré un système de développement séparé des communautés qui vivent désormais dos à dos, comme si elles appartenaient à des pays différents. L'arabisation à outrance a été à la langue arabe son auréole séculaire de langue de ciment.

L'application à des fins populistes de la charia islamique en amputant quelques mains de pauvres voleurs de chèvres et la banalisation des conditions d'accès au statut des magistrats ont débarrassé la loi divine de son caractère sacré.

Les premiers fondements de l'unité nationale ont, ainsi, été gravement altérés avant le coup d'État du 12 décembre 1984 qui fut bien accueilli puisque chaque dirigeant donne à celui qui lui succède une allure de Mahdi. Il inaugure, cependant, une ère jalonnée d'événements qui ont eu un effet corrosif sur la formation en cours d'une nation déjà mise à l'épreuve de la mauvaise conduite de son destin.

Gouvernance économique déplorable

L'option libérale au lieu du capitalisme d'État instaura une gouvernance économique déplorable concrétisée par la dénationalisation des principales entreprises du pays au profit de quelques familles dont le hasard avait fait qu'elles étaient proches du chef de l'État. Les assurances, les banques et les sociétés de pêche furent données à des entrepreneurs privés, ce qui fit des établissements bancaires des boutiques finançant d'autres boutiques au lieu de financer l'économie.

L'État s'est désengagé de trois secteurs essentiels jouant un rôle déterminant dans le renforcement de la cohésion sociale et de l'unité nationale. Le retard de l'agriculture qui est, par essence, une activité plus sociale qu'économique, recommandait de continuer à la subventionner pour aider

de nombreuses communautés paysannes habituées, depuis l'indépendance, à être soutenues par l'État au nom d'un élan de solidarité nationale indispensable.

Le secteur de la santé a été également libéralisé alors que la majorité des citoyens, en particulier les groupes sociaux dont le degré de pauvreté est fonction du statut de naissance, de l'appartenance ethnique ou de la position géographique, meurent devant les centres de santé, faute de moyens pour payer les médicaments et les frais d'hospitalisation.

La libéralisation a touché également le système de l'Éducation où les riches envoient leurs enfants dans les écoles privées, alors que les pauvres se contentent des écoles publiques qui sont laissées pour compte.

Le libéralisme a fait sauter la cloison entre les ressources publiques et le capital privé en mettant les premières au service du second, offert un refuge idéal à l'argent sale provenant en grande partie du trafic des stupéfiants et élargi considérablement les inégalités entre ethnies, régions et tribus, ainsi que celles inhérentes à une société de castes où demeurent des séquelles de dépendance personnelle de toutes sortes.

L'avènement d'une démocratie clonée a créé, quant à lui, les conditions idéales d'un mariage entre l'argent et la politique, ce couple commençant, de l'avis de tous, à se servir mutuellement. Les transactions électorales sont désormais d'autant plus faciles que les votes se font sur une base épidémique et tribale.

Plus de possibilité pour les groupes sociaux vulnérables, les minorités ethniques et toute volonté d'échapper à l'emprise du système tribalo-esclavagiste, d'avoir une place au soleil et de s'intégrer au processus de formation d'une nation fondée sur le droit de jouissance des attributs de la citoyenneté.

Notre résistance à la colonisation a été épisodique, dispersée et sans lien opérationnel entre ses pôles principaux, alors qu'elle aurait pu contribuer à faire de nous une nation véritable. Au contraire, la position par rapport à la présence coloniale fut la source de l'une des divergences qui ont divisé l'élite politique et religieuse du pays.

Deux autres épreuves auraient pu nous unir pour constituer une entité consciente de l'unicité de son destin et de la nécessité de l'assumer : la guerre du Sahara et le conflit avec le Sénégal en 1989. Or, ces deux événements furent la cause de dissensions internes que le pays n'avait jamais connues auparavant, entre les Mauritaniens des régions du Nord en général et les autres d'une part, et d'autre part, entre les populations du Sud et le reste du pays.

Il est donc à craindre que notre projet de nation ait volé en éclats, faute de pouvoir continuer à reposer sur les fondements initiaux qui lui ont permis d'improviser un État dans un contexte de précipitation, et de mettre en place un système de gestion des opportunités publiques et de partage des visions. Notre référentiel juridico-éthique originel a disparu dès les premières années du régime militaire.

L'islam mauritanien synthèse d'un sunnisme tolérant communément admis, d'un chiisme discret et d'un soufisme pacifiant les âmes et transgressant les barrières tribales, ethniques et sociales, a été privatisé par des forces politiques, avant d'être mis

en cause par d'autres au nom d'un salafisme exogène.

Le système d'apprentissage, de pérennisation et de transmission des valeurs est devenu le principal obstacle à la cohabitation des composantes ethniques du pays. La solidarité nationale n'a plus d'objet, car l'État Providence est sacrifié sur l'autel d'un libéralisme à outrance mal assimilé.

L'espace de partage des visions et des stratégies, ne serait-ce que dans le cadre d'un parti unique sérieux, se limite désormais à l'expression de la volonté personnelle d'un sachem pouvant venir de n'importe où et n'importe quand.

Miroir brisé

Voilà pourquoi le miroir dans lequel nous nous voyions tant bien que mal est, aujourd'hui, brisé en mille morceaux ! Et pourquoi aucun observateur averti ne s'étonnera de voir, dans un petit pays comme le nôtre, rivaliser plus de cent partis politiques dont chacun cache une réalité spécifique alarmante, présentent le signe avant-coureur d'une déchirure verticale ou horizontale de la société mauritanienne.

L'existence de ces déchirures dans tous les sens est certes inquiétante, mais ce qui l'est davantage, c'est que la plupart de nos dirigeants ne semblent pas saisir l'ampleur des défis et des menaces auxquelles nous faisons face, que notre opposition ne veut, ni payer le prix de la délivrance, ni négocier la contrepartie de la servitude, que nos amis extérieurs sacrifient ce qui est durable au profit de ce qui est éphémère et que personne ne se rend compte que le salut de la Mauritanie doit être sauvegardé maintenant avant qu'il ne soit trop tard.

C'est en un mot, le principal enjeu des présentes élections dont la transparence absolue est une condition sine qua non de la stabilité du pays. Si la neutralité des pouvoirs exécutif et judiciaire est assurée, les Mauritaniens seront instruits de la possibilité de reconstruire, dans la paix, le toit commun dont ils rêvent depuis toujours.

Ceux qui ont cru aux vertus du dialogue en tant que mode de médiation politique et de formulation des consensus nationaux salutaires auront prouvé leur tact et leur perspicacité. Dans le cas contraire, ceux qui ont argué l'inopportunité de recourir, dans le contexte actuel du pays, aux urnes pour faire valoir la pertinence de leur projet, seront obligés, soit d'abdiquer en dévoilant leur couardise, soit de recourir à la violence et à la désobéissance civile.

Or, on le voit bien, les deux alternatives de ce choix sont aussi effroyables l'une que l'autre, et l'on peut bien comprendre pourquoi, contrairement à ceux qui comptent sur le fait que « de toute façon, ils seront là ».

Ceux-là doivent se rendre à l'évidence que ceux, très nombreux, qui souffrent depuis des siècles de l'oppression, du mépris, de la pauvreté et de l'exclusion, n'auront plus rien à attendre d'une démocratie qu'ils mettent déjà entre guillemets. Et ceux qui ont donné leur sang pour défendre leur peuple en veillant chaque nuit sur sa sécurité, n'accepteront plus d'être les gardiens éternels d'une scène d'un théâtre permanent de mauvais goût.

*Chroniqueur journal *l'Authentique de Mauritanie*

L'orient
LE JOUR

LIBAN

Kiosque



Trump, les droits de l'homme et le poids, deux mesures

Depuis son élection à la présidence des États-Unis, Donald Trump a tweeté l'expression « droits de l'homme » à quatre reprises, toutes dans les trois premiers jours de 2018, et chacune d'elles visait l'Iran.

Par Perry Cammack*

Les attaques de l'administration Trump contre le bilan de l'Iran en matière de droits de l'homme ne se sont pas arrêtées là. C'est ainsi au nom du fait que l'Amérique se tient aux côtés du peuple iranien et des violations des droits humains et de la censure pratiquées par les dirigeants iraniens que le secrétaire américain au Trésor, Steve Mnuchin, a imposé une nouvelle série de sanctions contre certains d'entre eux en mai dernier. Le secrétaire d'État Mike Pompeo n'a, lui, cessé de souligner les violations des droits de l'homme en Iran, notamment dans un discours du 22 juillet intitulé « Soutenir les voix iraniennes ». Si cette administration a incontestablement bâti en grande partie sa campagne contre la République islamique autour de cette thématique, isoler l'Iran tout en fermant les yeux sur les pires exactions commises ailleurs risque de causer de réels dégâts. Il est incontestable que Téhéran a un dossier particulièrement lourd en la matière. Au cours de l'année écoulée, son appareil sécuritaire a écrasé la dissidence populaire, entraînant la mort en détention de manifestants pacifiques. Les autorités persécutent les défenseurs des droits humains, les journalistes, les militants, les personnes LGBT

et les minorités religieuses, ainsi que les femmes qui protestent contre le port obligatoire du hijab. Le taux d'exécution des prisonniers – dont des mineurs et des personnes privées d'une procédure régulière – y est l'un des plus élevés du monde. À travers son soutien militaire au président Bachar el-Assad et à diverses milices chiïtes, l'Iran a aussi contribué à des atrocités commises en Syrie.

La politique étrangère n'est pas une mince affaire, et trouver la bonne formule pour défendre les droits de l'homme est l'un des défis les plus difficiles auxquels sont confrontés les gouvernements démocratiques. Les approches différeront selon les gouvernements, qui auront néanmoins pour point commun d'être plus durs envers leurs adversaires que leurs amis. D'ailleurs, une partie de l'attractivité diplomatique de la Russie et de la Chine auprès des régimes autoritaires du Moyen-Orient tient au fait que, contrairement aux Européens ou aux Américains, ils ne donnent pas de leçons sur les droits de l'homme.

Une attitude qui a inspiré en partie les débuts de l'administration Trump dans sa volonté de bousculer les normes diplomatiques : dans son discours d'in-

vestiture, le président a assuré que les États-Unis ne chercheraient plus à « imposer (leur) mode de vie à quiconque ». Certains observateurs étrangers ont cette approche nationaliste jugée plus honnête que la promotion – souvent contre-productive – de la démocratie américaine par ses prédécesseurs. Mais dans la pratique, cette politique de laisser-faire s'est traduite par une proximité inquiétante avec des autocrates au détriment des alliés traditionnels des États-Unis. Malheureusement, l'utilisation cynique des droits de l'homme par cette administration est susceptible de s'avérer contre-productive, à un moment où l'autoritarisme a le vent en poupe. Non seulement elle suggère que les droits de l'homme peuvent être réduits à un moyen de pression sur Téhéran, mais elle envoie le message suivant aux alliés autoritaires de l'Amérique : dès lors que vous restez cordiaux à l'égard de Trump, vous pourrez réprimer vos peuples autant que vous le souhaitez. Trump a fait l'éloge du dictateur nord-coréen Kim Jong-un comme quelqu'un de « très honorable », en dépit du fait qu'il régnait sur un État goulag. Il a déclaré avec enthousiasme que le président philippin Rodrigo Duterte avait fait un « travail in-

croyable sur le problème de la drogue », alors même que son gouvernement était accusé de mener des milliers d'exécutions extrajudiciaires.

Et que dire des régimes qui comptent parmi les plus proches alliés des États-Unis au Moyen-Orient ? En Égypte, sous la présidence de Abdel-Fattah al-Sissi – qui a « fait un travail fantastique », selon M. Trump –, des milliers de personnes ont été incarcérées sans procès et des centaines d'ONG ont été fermées. Cette intensification du niveau de la répression et des atteintes aux droits humains a notamment conduit le département d'État à suspendre une assistance sécuritaire de 195 millions de dollars en 2017, avant que Pompeo ne fasse machine arrière en juillet, au nom d'améliorations non spécifiées – et douteuses. Quel que soit l'effet de levier que l'aide américaine aurait pu avoir par le passé, il s'est dissipé : il y a deux semaines, les tribunaux égyptiens ont condamné à mort 75 personnes pour leur rôle dans les manifestations de 2013 au Caire. Bien que les forces de sécurité aient tué des centaines de manifestants lors des violences qui ont suivi, aucun de leurs membres n'a été poursuivi.

En Arabie saoudite, la répression des opinions dissidentes en-

tamée à l'automne dernier se poursuit. Si Riyad insiste sur sa décision de supprimer l'interdiction aux femmes de conduire, cette initiative a coïncidé avec l'arrestation d'une douzaine de militants – pour la plupart œuvrant pour les droits des femmes –, tandis que la peine de mort a été requise contre Salman al-Awda, un éminent théologien ayant critiqué la famille régnante. Entre-temps, l'administration Trump a continué de fournir une assistance militaire à la campagne saoudienne et émirat au Yémen, en dépit des craintes croissantes des responsables des Nations unies sur la perpétuation de crimes de guerre contre des civils.

« J'ai un message pour le peuple iranien : les États-Unis vous entendent ; les États-Unis vous soutiennent ; les États-Unis sont avec vous », avait déclaré Pompeo dans son discours du 22 juillet. Les citoyens d'Arabie saoudite, d'Égypte, de Corée du Nord, du Myanmar et d'ailleurs pourraient se demander si les États-Unis sont aussi avec eux...

Ce texte est la traduction d'un article publié sur le site de Diwan, le blog du Carnegie Middle East Center.

*Chercheur au sein du programme Moyen-Orient de Carnegie Endowment (Washington DC).

TRIBUNE
DE GENEVE

SUISSE

La France, l'Algérie et la mémoire

Par Jean-Noël Cuénod : Chroniqueur

«Le président reconnaît, au nom de la République française, que Maurice Audin a été torturé puis exécuté ou torturé à mort par des militaires qui l'avaient arrêté à son domicile». Crimes commis par quelques-uns mais rendus possibles, selon Emmanuel Macron, «par un système légalement institué». D'autres horreurs ensanglantent la mémoire de la France et de l'Algérie. La vérité est un cap lointain.

Le 11 juin 1957, Maurice Audin est arrêté à son domicile d'Alger par des militaires français qui disposent de tous les pouvoirs depuis l'instauration de la loi martiale le 8 juin de la même année. Le général Massu est le vrai patron de la ville encore française. La jeune épouse de Maurice, Josette, ne reverra plus son mari. Le corps du jeune homme n'a jamais été retrouvé. Son décès est déclaré par les tribunaux algérois et de la Seine en 1963 et 1966. Membre du Parti communiste algérien alors interdit, Maurice Audin est, à 25 ans, un mathématicien déjà reconnu et qui s'apprête à défendre sa thèse de doctorat. Il fait partie de la minorité de «Pieds Noirs» qui soutient les Algériens du Front de Libération Nationale dans la guerre d'indépendance. Sous la responsabilité du général Massu, la Bataille d'Alger fait rage depuis six mois. La torture et les as-

assinats plus ou moins ciblés répondent aux attentats à la bombe perpétrés par les combattants du FLN. Comme communiste, Français proche des indépendantistes, Maurice Audin ne tarde pas à attirer l'attention des officiers.

Pendant des décennies, l'armée et les autorités politiques alignèrent les mensonges quant à la disparition du jeune mathématicien. Diverses théories ont circulé jusqu'au 8 janvier 2014 où le journaliste Jean-Charles Deniau – auteur de «La vérité sur la mort de Maurice Audin» (Éditions Equateurs-Documents) – diffuse dans l'émission télévisée «Grand Soir 3» son interview du général Paul Aussaresses qu'il a enregistré juste avant la mort de l'ancien bras droit de Massu, décès intervenu le 3 décembre 2013. Aussaresses s'y accuse d'avoir donné l'ordre de tuer Maurice Audin, au couteau, pour faire croire que l'assassinat était le fait «des Arabes» (voir et écouter l'extrait du «Grand Soir 3» en fin de texte).

C'est à ce jour l'explication la plus plausible de la mort du jeune communiste. La femme du général Aussaresses avait convaincu celui-ci de se libérer de son passé avant de mourir, en acceptant de dire tout ce qu'il savait à Jean-Charles Deniau. Compte tenu de ces circonstances,

la sincérité des propos de l'officier paraît fort probable. Néanmoins, n'a-t-il pas évacué la responsabilité du général Massu, son patron direct, et celle de ses subordonnés qui auraient pu se soustraire à leur destin de tueurs tortionnaires comme le fit le général Pâris de Bollardière? D'ailleurs au journal «Le Monde», la veuve de Maurice Audin a souligné que son combat mémoriel est loin d'être terminé: «Comment mon mari a-t-il été tué? Quels sont les noms de ses tortionnaires? Qu'a-t-on fait de son corps? Nous ne le savons toujours pas. Il faudrait que des gens parlent enfin.» Aussaresses a dit beaucoup, mais pas tout.

Maintenant, la vérité semble un peu plus à portée de main; Emmanuel Macron a annoncé l'ouverture à la libre consultation de tous les fonds d'archives de l'État concernant «tous les disparus de la guerre d'Algérie, Français et Algériens, civils et militaires».

Petit à petit, la France lève les coins du voile qui recouvrait les abominations commises en son nom par une armée qu'un pouvoir politique volontairement aveugle avait laissée à elle-même. Longtemps occultés, les massacres de masse à Sétif et à Guelma en 1945 et la répression sanglante par le préfet de police Papon de la manif pro-algérienne du 17 octobre 1961 à Paris

ont été, non sans peine, mis au jour.

Mais il reste tant d'autres événements à découvrir qui ont rendu cette guerre d'Algérie encore plus sale que d'autres. Tortures et assassinats perpétrés en Algérie et France métropolitaine, mais aussi à l'étranger, à Genève et en Allemagne, n'ont finalement pas empêché la France d'abandonner l'Algérie dans les pires conditions. Tant de sang pour un tel fiasco.

Tout de même, la France est en train de faire son boulot de mémoire. C'est encore loin d'être le cas en Algérie.

Car les horreurs ne sont pas le seul fait des Français. Les combattants du FLN n'en furent pas avertis. Le fait d'être du bon côté, celui du colonisé contre le colonisateur, ne saurait tout excuser. En premier lieu, l'Algérie ferait bien de se pencher sur les assassinats commis par le FLN contre ses «frères» du MNA (Mouvement national algérien) entre 1956 et 1962, sur le massacre que son bras armé a perpétré le 5 juillet 1962 contre environ 700 Européens désarmés, sans oublier les attentats aveugles ou les assassinats ciblés, notamment contre les juifs pour les obliger à quitter leur terre ancestrale.

La France est en train de faire son boulot de mémoire. C'est encore loin d'être le cas en Algérie.

Ouragan Walaka, East Island a disparu sous les eaux

En l'espace d'une seule nuit, l'île d'East Island a été effacée de l'archipel d'Hawaï par l'ouragan Walaka, l'un des plus intenses de l'histoire du Pacifique. Une disparition inquiétante, qui pourrait être amenée à se reproduire dans les années à venir.

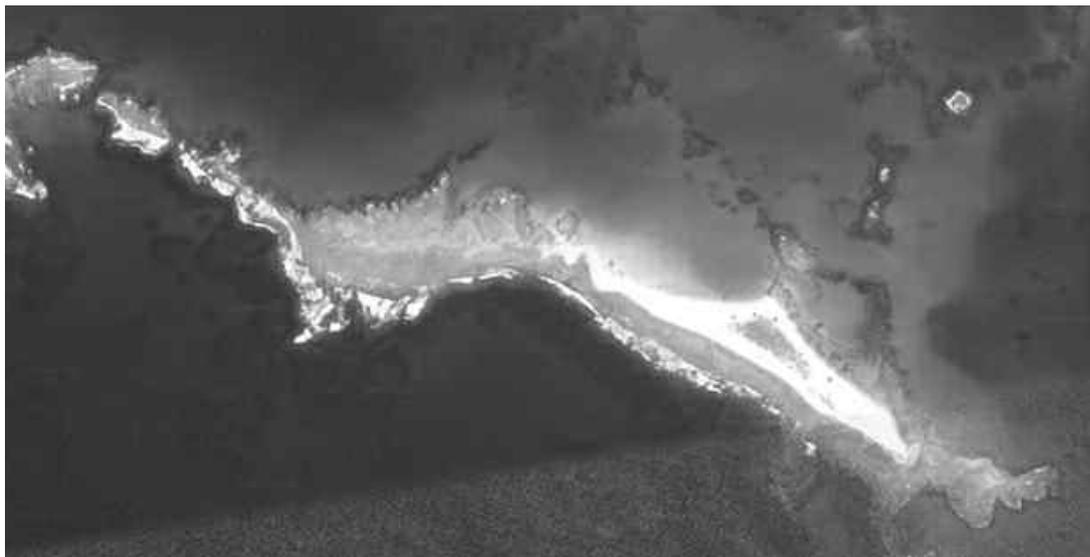
Le temps d'East Island, située dans l'archipel hawaïen, était compté. Il semblerait que le décompte soit désormais terminé. Elle n'a pas survécu au passage de l'ouragan Walaka, puissant et impressionnant spécimen cyclonique de catégorie 5, qui s'est abattu sur la région début octobre. Il est l'un des plus intenses de l'histoire du Pacifique.

Après Walaka, seul un mince filet de sable demeure hors de l'océan. Tout le reste de l'île est immergé sous les eaux turquoises du Pacifique. Sorte de grand banc de sable, East Island n'a heureusement jamais été habitée par l'Homme mais elle était l'habitat de nombreuses espèces sauvages, notamment les tortues de mer. Une catastrophe qui dresse le portrait sombre auquel l'humanité pourrait être confrontée dans un futur pas si lointain.

En l'espace d'une seule nuit funeste

"En l'espace d'un seul jour et d'une seule nuit funeste [...] l'île Atlantide s'enfonça sous la mer et disparut." S'ils ont toujours été associés à un récit légendaire, les mots de Platon prennent aujourd'hui un sens bien différent. East Island, deuxième plus grande île du banc de sable de la Frégate française, habitat des phoques moines d'Hawaï et lieu de ponte de 96% des tortues vertes hawaïennes (deux espèces en danger), n'est plus.

"C'est une rupture de plus dans



le réseau de la diversité des écosystèmes terrestres, qui est en train d'être démantelé", déplore Chip Fletcher, climatologue à l'université de Hawaï. "J'ai eu un moment de terrible prise de conscience où je me suis dit 'Oh mon dieu, elle n'existe plus.'" Après la disparition d'East Island, des milliers d'individus, phoques, tortues et mêmes oiseaux, sont menacés de disparition. Fort heureusement, nombre d'entre eux étaient absents, partis se réfugier au moment du passage

de l'ouragan.

"Les espèces peuvent s'adapter jusqu'à un certain point", souligne le biologiste Charles Littnan, spécialisé dans la conservation à l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA). "Mais il risque d'arriver un moment dans le futur où cette adaptabilité ne suffira plus." Bien qu'East Island n'ait mesuré qu'un kilomètre de long pour 120 mètres de large, elle constituait une part importante du monument national

marin de Papahānaumokuākea, qui abrite de nombreuses espèces menacées.

L'urgence climatique

Les images satellites transmises par le US Fish and Wildlife Service (FWS) ont de quoi glacer le sang et dessinent un avenir inquiétant pour nombre de régions susceptibles d'être submergées par la montée des eaux. "La probabilité d'événements comme celui-ci augmente avec le changement climatique",

rappelle Fletcher, qui estimait pourtant que l'île aurait encore des années devant elle avant d'être engloutie par les flots.

C'était sans compter sur le passage de Walaka, qui n'aura eu besoin que d'une nuit pour la rayer de la carte. "Le message à conserver est que le changement climatique est réel et qu'il agit en ce moment même", souligne Randy Kosaki, responsable de la recherche pour NOAA au monument national marin.

Les éléphants d'Asie auraient la bosse des maths

Une expérience menée par des scientifiques japonais montre que les éléphants d'Asie sont capables de compter. Ils feraient même preuve d'une logique mathématique plus proche de celle de l'Homme que de n'importe quel autre animal.

Le cerveau des éléphants est décidément bien mystérieux : on connaissait leur fameuse mémoire, ils seront à présent bientôt également célèbres pour... leurs facultés mathématiques. C'est ce qui ressort d'une étude menée par des chercheurs japonais de la SOKENDAI, la société japonaise de promotion de la science. D'après les scientifiques, l'éléphant d'Asie aurait même de quoi remporter la palme du meilleur animal mathématicien.

Dans cette étude, les experts mettent en effet en évidence les prouesses des pachydermes dans le domaine mathématique : ils seraient capables de compter, d'une manière plus proche des hommes que des autres animaux. Dans les colonnes du Journal of Ethology, Naoko Irie et ses collègues ont démontré que les éléphants d'Asie savent même compter lorsqu'il s'agit d'appréhender des chiffres ou proportions plutôt grands.

Des recherches plus anciennes avaient montré que de nombreux animaux possèdent la capacité de différencier les quantités. Mais bien souvent, il apparaissait que leur logique était plutôt basée sur des quantités inexacts, plutôt que sur une capacité absolue à quantifier des objets.

Plus des deux-tiers des tests réussis

Pour tester les facultés des éléphants, Irie et ses collègues ont développé une nouvelle



méthode afin de mesurer jusqu'à quel point les pachydermes peuvent évaluer des quantités. Ils ont entraîné Authai, éléphant d'Asie femelle de 14 ans, vivant dans le zoo d'Ueno, au Japon.

Le principe de l'expérience : sur un écran vidéo, Authai devait choisir entre deux images et sélectionner celle qui présentait le plus de fruits. Ceux-ci étaient présents en quantité variable sur les vignettes, entre 0 et 10. Les fruits présentés pouvaient également varier de taille, pour s'assurer que l'éléphant ne choisissait pas uniquement ceux qui prenaient le plus de place sur l'écran. A chaque réponse correcte, le pachyderme recevait une récompense. Il apparaît que sur 271 essais, Authai a

sélectionné la bonne vignette à 181 reprises, soit un pourcentage de succès de 66,8%. Un score très honorable, qui n'aurait sûrement pas été aussi élevé si l'éléphant ne s'en était remis qu'au hasard.

Une prouesse qui les distingue des éléphants d'Afrique

"Nous avons observé que sa performance n'était pas altérée par l'écart, la grandeur ou les ratios des nombres présentés. Cependant, comme les humains peuvent le faire, elle a eu besoin de plus longtemps pour faire le bon choix quand les quantités présentées n'avaient que peu d'écart" explique Naoko Irie.

"Cette étude montre la première évidence

expérimentale que des animaux non-humains possèdent des caractéristiques cognitives identiques à celles des humains" continue Irie, qui précise que cette faculté n'est pas partagée par les éléphants d'Afrique, les deux espèces s'étant séparées il y a plus de 7 millions d'années.

Néanmoins, cette expérience reste encore à confirmer sur d'autres individus. Deux autres éléphants du même zoo, Artit et Surya, n'ont pas réussi les premiers tests, pour des raisons que les chercheurs n'ont pu expliquer. Peut-être ne voulaient-ils tout simplement pas y participer. D'autres expériences vont donc être menées pour améliorer les conclusions de cette première recherche.

HAVOC : la mission-dirigeable de la NASA qui veut explorer Vénus

Embarquement pour un voyage dans les nuages ... au-dessus de la planète Vénus ! Voilà le nouveau projet de la NASA qui planche sur une mission qui consistera à envoyer des humains au-dessus de la planète la moins hospitalière de notre système solaire afin de mieux l'étudier. Aucune date n'a pour l'instant été annoncée.

Décidément la NASA ne fait rien pour calmer la sempiternelle opposition Mars -Vénus ! Et pourrait même vexer la planète rouge en ne concentrant plus tous ses efforts sur son exploration après sa dernière annonce. L'Administration nationale de l'aéronautique et de l'espace vient en effet de rendre public son nouveau projet de rendre une petite visite à l'Etoile du berger.

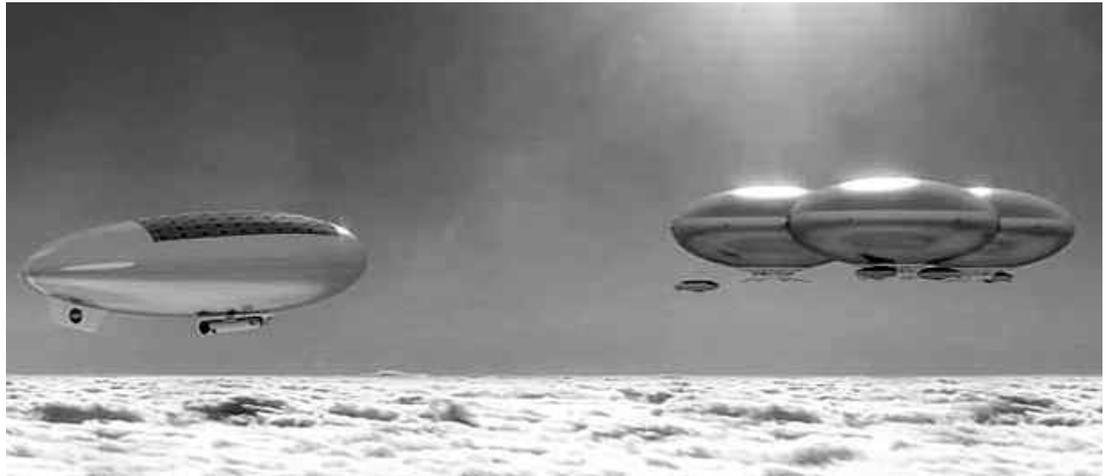
HAVOC, un drôle de nom pour une mission vénusienne

Nom de code ? HAVOC pour High altitude Venus operational concept (ou Concept opérationnel de haute altitude Vénus). Un choix étonnant d'acronyme, qui signifie « ravage », pour une mission qui, on l'espère, ne devrait pas en provoquer... Annoncé plus en détail par la NASA, ce projet consiste à envoyer des dirigeables pour explorer Vénus depuis son atmosphère. Cette observation devrait permettre d'acquérir de meilleures connaissances sur cette « sœur jumelle » de notre planète afin de mieux déterminer les évolutions climatiques de la Terre.

Une planète inhospitalière mais pas seulement

Vénus qui porte pourtant le nom de la déesse de l'amour n'a finalement pas grand-chose de très aimable. Jugez plutôt.

La température à sa surface peut atteindre les 465 degrés (même le plomb y fondrait), ce qui en



fait la planète la plus chaude de notre système solaire, la pression y est également 90 fois plus élevée que sur Terre et son atmosphère est remplie de nuages d'acide sulfurique qui l'arrosent de pluies acides.

En revanche, cinquante à soixante kilomètres plus haut, la haute atmosphère de l'Etoile du berger est le lieu le plus identique à notre planète dans le système solaire. Tant au niveau des températures qu'au niveau de la pression. On y serait même bien, d'après Gareth Dorrian et Ian Whittaker, deux physiciens qui officient dans des universités britanniques (Lancaster et Notting-

ham Trent) dont un article sur le sujet a été publié sur The Conversation, la semaine dernière.

« En fait, on s'y sentirait à l'aise même sans combinaison pressurisée puisque la pression à cette altitude équivaut à celle qu'on retrouve au sommet du Mont Kilimandjaro. Nul besoin non plus de protéger son corps puisque les températures à cet endroit oscillent entre 20 et 30° », rassurent-ils. Des conditions qui expliquent la raison pour laquelle la NASA a opté pour le projet HAVOC.

Un ballon fait sur-mesure

Les conditions inhospitalières

de la surface de Vénus ont poussé les chercheurs de la NASA à se creuser les méninges (ce qui doit leur arriver tout de même assez souvent) afin de trouver un moyen d'envoyer une mission exploratrice dans sa haute atmosphère, nettement plus accueillante pour les terriens.

C'est ainsi qu'ils ont imaginé un dirigeable, équipé en panneaux solaires, pouvant transporter deux astronautes ainsi que du matériel. Il serait d'abord transporté à bord d'une navette spatiale avant d'être déployé, tel un satellite, dans les nuages vénusiens pour une première mission-test d'une trentaine de

jours. Afin de protéger le ballon et ses équipements des effets corrosifs de l'acide sulfurique de la région, l'Agence pense utiliser du Teflon-FEB, un matériau qui supporte des températures jusqu'à 205°, pour construire l'extérieur du dirigeable.

Cette « idée brillante », comme la qualifie Gareth Dorrian et Ian Whittaker permettrait aussi « en testant nos modèles climatiques actuels en utilisant les extrêmes déjà subis par Vénus, on pourrait déterminer plus précisément les effets que de tels changements climatiques impliquent pour l'évolution de notre planète ».

Collision confirmée entre deux galaxies satellites de la Voie lactée

L'information a été révélée dans le dernier numéro de The Astrophysical Journal Letters : des astronomes de l'Université du Michigan (Etats-Unis) confirment que le Petit Nuage de Magellan et le Grand Nuage de Magellan, deux galaxies satellites de la voie lactée se sont heurtées. Explications

On pourrait croire qu'il s'agit d'un bulletin d'information concernant le trafic routier qui annonce la collision entre deux véhicules. A la différence près que l'accident s'est déroulé sur une route un peu plus lointaine... Aux abords de la voie lactée et à quelques 160.000 années lumières de la Terre. Retour sur ce choc interstellaire.

Merci Gaia

C'est grâce à l'analyse des données collectées par Gaia que les astronomes de l'Université du Michigan ont pu faire cette découverte phénoménale. Ce satellite, développé par l'Agence spatiale européenne, permet, depuis son lancement en 2013, de générer la carte la plus détaillée de la Voie lactée jamais produite ainsi que l'établissement des mouvements des étoiles.

Une collision « récente » d'il y a 160.000 ans

D'après Phys Org, si l'on se trouve dans l'Hémisphère sud et qu'on profite d'un ciel clair, il est possible d'apercevoir deux nuages très lumineux aux abords de la Voie lactée. Il s'agit d'une paire de



galaxies satellites nommées le Petit Nuage de Magellan et le Grand Nuage de Magellan, également et respectivement appelés SMC et LMC.

Et c'est en observant les images prises par Gaia que Sally Oey, professeure d'astronomie à l'Université du Michigan et auteure principale de l'étude qui vient d'être publiée, a réalisé qu'une collision

avait eu lieu entre les deux. Elle et son équipe ont constaté que la région sud-est, connue aussi sous le nom de « Wing » (« aile », ndr) de SMC se détachait de sa partie principale. Apportant ainsi une preuve irréfutable que seul un choc entre les Petit et Grand Nuages de Magellan pouvait expliquer ce changement d'aspect de la galaxie naine.

« C'est vraiment un résultat très excitant », s'enthousiasme la professeure qui estime, avec son équipe, que la collision doit être plutôt « récente » pour qu'elle puisse être observable par nos satellites. Récente, récente... Tout est toujours relatif dès lors qu'il s'agit de datation spatiale puisqu'elle aurait eu lieu, il y a 160 000 ans.

**Espace
réservé
à la pub**

THÉÂTRE RÉGIONAL DE BÉJAIA

Omar Fatmouche présente sa nouvelle pièce "Cannibale"

"Cannibale", la nouvelle pièce du Théâtre régional de Bejaia (TRB), dont la générale a été donnée jeudi soir, a résonné comme un cri de révolte contre la misère humaine et un de ses corollaires, le trafic d'organes.

Son metteur en scène, le dramaturge Omar Fatmouche, n'a pas mis de gants pour exposer le phénomène dans toute sa cruauté, quitte parfois à en exacerber les contours et la substance. Ainsi, dans sa dramaturgie, il fait une place centrale au four crématoire, conçu comme un prolongement naturel des salles d'opérations au sein desquelles se réalisent clandestinement les prélèvements et les transplantations d'organes.

Une fois les parties jugées intéressantes retirées du corps, les carcasses restantes et leurs viscères sont machinalement voués au feu et calcinées. Dans ces endroits où il est mis fin à des vies pour en sauver prétendument d'autres, il n'y a pas de place, encore moins de temps et d'argent, pour les cérémonies funéraires en effet. Et la purification passe tout bonnement par la flamme. La trame est difficile et insupportable. Et l'auteur, visiblement marqué par l'actualité et ses lectures foisonnantes autour du sujet, en a passé en revue et potassé plus de 400 documents, selon son aveu à l'APS.

Il s'en est forgé un sentiment de dégoût mais aussi de colère, qui ont fait qu'il apparente les acteurs de ce trafic macabre à "des cannibales", certes d'un certain genre, qui ne dépècent pas leurs victimes en les mâchouillant mais qui donnent la mort, tout autant en les privant de leurs organes vitaux. La chronique en fait s'ouvre sur un fait anodin.

L'histoire d'une journaliste qui débarque dans une clinique pour des soins esthétiques, mais qui, rapidement, en découvre la face cachée. L'espace du rêve qu'elle supposait n'en était rien d'autre qu'une boucherie à ciel ouvert, géré par une mafia et par des médecins qui en avaient tous les attributs. La valeur de patients se mesurait à l'aune de leur position sociale, selon qu'ils étaient riches



et prêts à payer ou pauvres et ne méritant pas de vivre par conséquent. La sélection est faite d'emblée et les corps triés sur décompte mercantile.

Les uns voués à la félicité et la vie éternelle, et d'autres voués à la souffrance et à l'extinction. "De toute façon les misérables et les parias empêchent le monde de tourner", rétorquera une mafieuse en chef dans la pièce, qui se voyait déjà mettre ce même "monde à ses pieds" au regard de l'ampleur des misérables et des miséreux. Mérimé, la journaliste est horrifiée. Mais, elle reste sur place pour en rendre compte dans sa gazette. Seulement, au bout de quelques jours, elle est dé-

masquée puis condamnée à son tour au four crématoire.

Au moment d'en subir les affres, elle est miraculeusement sauvée par un trafiquant qui se nourrissait un doux projet. Et la trame finit sur ce happy-end, magnifié par le sauvetage d'un nouveau-né, prédestiné également au charcutage et à la mise aux arrêts de toute de la bande de trafiquants. La chronique est inspirée de faits vécus pour l'essentiel à l'étranger. Mais, certains se sont déroulés en Algérie, dira Fatmouche, qui estime, par son texte, vouloir seulement tirer la sonnette d'alarme sur ce phénomène qui prend une ampleur mondiale, n'épargnant aucun continent.

RÉALISÉ PAR LUCIA PUENZO

Jessica Chastain sera à l'affiche du drame "Losing Clementine"

L'actrice, louée pour ses performances dans de nombreux films dont "The Tree of Life", "Zero Dark Thirty" ou encore "Interstellar", rejoint la distribution du drame "Losing Clementine" réalisé par Lucia Puenzo.

La cinéaste argentine Lucia Puenzo, récompensée en 2008 à Cannes pour "XXY", dirigera Jessica Chastain dans l'adaptation cinématographique du premier roman d'Ashley Ream, publié en 2012. Elle raconte l'histoire d'une artiste mondia-

lement connue, Clementine Pritchard (Chastain). Après avoir suivi des thérapies et des traitements pendant des années, l'artiste se donne un mois pour régler ses affaires avant d'en finir, ayant perdu son combat contre la dépression. Mais alors qu'elle règle les derniers détails, elle découvre des secrets insoupçonnés sur sa famille dont une tragédie qui impacte sa mère et sa sœur. En est-ce assez pour la faire changer d'avis sur sa décision?

Le scénario sera écrit par Ann

Cherkis ("Better Call Saul") tandis que CAA Media Finance financera "Losing Clementine" et le distribuera aux Etats-Unis.

Ce long-métrage n'est pas le seul projet à venir pour Jessica Chastain. Après avoir joué Beverly Marsch dans "Ça : Chapitre 2", inspiré du roman de Stephen King, elle aura un rôle dans "355" de Simon Kingberg avec, entre autres, Penelope Cruz, Diane Kruger et Lupita Nyong'o. Elle sera aussi à l'affiche d'"Eve", avec Geena Davis et Colin Farrell.

CRÉÉ EN 1976

Le Festival international du film du Caire reçoit le statut de festival qualificatif aux Oscars

Le Festival international du film du Caire (CIFF) a annoncé vendredi que l'Académie des arts et des sciences du cinéma (AMPAS) lui a décerné le statut de festival qualificatif aux Oscars.

La manifestation, d'une durée de 10 jours, a commencé mercredi et présente 150 films de 63 pays différents, dont le Mexique, invité d'honneur.

Le festival a annoncé dans un communiqué que le lauréat du Prix du meilleur court-métrage dans la section "Cinéma de demain" du concours de courts-métrages sera éligible pour être pris en compte dans les catégories de courts-métrages de fiction et de courts-métrages d'animation des Academy Awards -les Oscars- sans avoir besoin d'une sortie normale en salles, à condition par ailleurs que le film soit conforme aux règles des Oscars.

Cette initiative rassemble des professionnels de l'industrie du monde entier qui participent à un programme de classes de maître, de tables rondes et d'événements conçus pour inspirer, présenter et soutenir les talents cinématographiques de la région, a indiqué le communiqué. Le CIFF est le seul

festival d'Afrique du Nord à figurer sur la liste des festivals internationaux qualificatifs, qui inclut également ceux de Cannes, Venise, Berlin et Sundance. "Nous sommes extrêmement fiers d'avoir été sélectionnés pour rejoindre les festivals qualificatifs aux Oscars", a déclaré dans un communiqué le président du festival Mohamed Hefzy.

Deux longs métrages algériens "ParKours" de Fatima Zohra Zamoum et "Abou Leila" d'Amine Sidi Boumediene sont en lice à la 41e édition du Festival international du cinéma du Caire (Cairo International film festival +CIFF+). Coproduction algéro-française, le long métrage de fiction "Parkours", réalisé en 2019, entre donc dans la compétition "perspectives du cinéma arabe", à côté de 11 autres films, tels que "Bik Eneich" de Mahdi Barsaoui (de Tunisie), ou encore "Khartoum Offside" de Marwa Zein (Soudan). Créé en 1976, le festival international du cinéma du Caire est considéré comme un des plus anciens festivals dédiés au septième art dont le but de construire les ponts de communication à travers le cinéma, selon les organisateurs.

FARHAD SAFINIA SIGNERA LE SCÉNARIO

Ben Affleck va faire un film sur le Congo sous Léopold II

L'acteur et réalisateur hollywoodien Ben Affleck s'apprete à réaliser et à produire un film sur les crimes commis au Congo sous le règne de Léopold II.

Le film sera basé sur le livre "Les Fantômes du roi Léopold" (1998) du journaliste américain Adam Hochschild décrivant le régime de terreur qui prévalait entre 1885 et 1908 dans ce qui était alors la colonie privée de Léopold II. L'auteur estime que cette politique a coûté la vie à au moins huit millions de personnes.

Le long-métrage mettra en lumière l'action de trois hommes - un missionnaire noir américain, un journaliste d'investigation anglais et un espion irlandais - qui dénonceront les abus et constitueront ainsi la base de l'un des premiers mouvements de défense des droits de l'Homme de l'Histoire.

Farhad Safinia signera le scénario et, à la production, Ben Affleck s'associera à plusieurs grosses pointures dont Martin Scorsese et Harry Belafonte.

ADJUGÉ À 1,26 MILLION DE DOLLARS

Prix record aux enchères pour la toute première bande dessinée Marvel

La toute première bande dessinée produite par le célèbre éditeur américain de comics Marvel a été vendue aux enchères jeudi pour 1,26 million de dollars, un record pour la maison d'édition derrière les personnages de Spider-Man, des X-Men ou des Avengers, a indiqué la maison de vente Heritage Auctions.

Il s'agit du premier épisode, sorti en 1939, de la série "Marvel Comics", publiée par l'éditeur Timely Comics devenu par la suite Marvel. "C'est une version historique d'un comics historique", a déclaré Ed Jaster, vice-président d'Heritage Auctions. "Sans hésitation, c'est le grand-père de tous les comics Marvel, sans qui nous n'aurions pas eu toutes ces histoires et tous ces per-

sonnages", a-t-il ajouté. Dans les années 1960, sous l'impulsion du scénariste Stan Lee, Marvel a créé des super-héros devenus aujourd'hui iconiques et dont les adaptations au cinéma trustent les box-offices du monde entier. Cet exemplaire du N°1 de "Marvel Comics", qui est en très bon état, coûtait 10 cents en 1939. Il devient le comics Marvel le plus cher à être vendu aux enchères, devant un "Amazing Fantasy" N°15 (la première apparition de Spider-Man) vendu 1,1 million de dollars en 2011.

Le comics le plus cher de l'Histoire reste le premier numéro d'"Action Comics" (1938), vendu 3,2 millions de dollars en 2014. Il s'agit de la première apparition de Superman.

Forme verbale Alinéa	Aplatie	Département français	Une offre publique Nid d'aigle	Ville du Maroc Échassiers	Expression	Affectés Plante aromatique			
					Désigné				
Animer le feu	Déformèrent	Contestées			Rongeur L'Irlande				
				Détruiront	Troublée Fleuve français				
Atome Aigreur		Empereur	Collégiens						
				Commune du Nord Condiment		Pourrie		Sillon anatomique	
Poissons Voile triangulaire			Harceler Département français						
		Annnonce			Arrivé à maturité	Perroquet grimpeur			
Fin d'infinif Trous de boullins		Bruit sourd Seigneur						Industrie	
			Sélénium	Petit ruisseau	Peser le contenant	Attrapée			
Plante aromatique Corps célestes			Issues						Alourdis
				Réfuta Majestés		Terroristes basques	Troisième personne du singulier Militaires		
Napperon	Coupe la route	Vraie	Petit saint Divinité égyptienne		Monarchie Tramé				
		Souverain Habitant la botte			Sucées				
Volcan	Joyeux				Jadis la Perse			Unique	
					Au bout de l'intestin	Semblable	Somme à régler		
Petite voie	Vallon Indiens		Située L'Irlande poétique				Sot Lac américain		
				Aérien				Obtint	
Classer Blesse				Drame au Japon	Équipe				Lettre grecque
		Épouse d'Athamas			Endroits				
Monnaie japonaise		Nenni			Estonie				

21h05

Designated Survivor

C8



L'agent du FBI Hannah Wells fait une découverte intéressante dans les plans du Capitole.

21h05

La momie

TF1



En 1127, en Angleterre, des croisés enterrent l'un des leurs, qui tient une bague entre ses mains.

21h05

Les enquêtes de Vera

FRANCE 3



Joanne Caswell, étudiante en psychologie judiciaire, est retrouvée sur le site d'enfouissement des déchets de Northumberland.

21h05

M6

Zone interdite

Violences conjugales : ce fléau qui tue

21h00

C STAR

Lucifer

Suite aux récents événements, Pierce voit désormais les choses avec une tout autre perspective. Un changement qui pourrait bien bouleverser les plans de Maze.

21h05

Toulouse / Marseille

CANAL+



Les Toulousains luttent pour le maintien cette saison.

20h50

La vie pas si rose du saumon fumé

5



Incontournable durant les fêtes, le saumon fumé est l'un des mets les plus consommés par les Français, plus gros consommateurs au monde.

LA NATION

Quotidien National d'Information.
Édité par SARL «NATION ÉDITION»
Capital social de 100 000,00 Da
Directeur Général

Responsable de la publication
Omar ATTIA

Impression

Centre : SIA
EST : SIE
Sud : SIA
Ouest : SIO

Distribution

Centre : La Nation
EST : La Nation
Sud : La Nation
Ouest : La Nation

Pour toutes vos publicités contacter
ANEP 1 rue Pasteur Alger Centre

Tel/ Fax : 023 50 80 05

Siège de la rédaction

03, rue Ali Boumendjel, Square Port Said,
Alger Centre
Tel/ Fax : 021 71 47 67

RIB : BDL
005 00170 4002162000 18

Tous les manuscrits, lettres et tous documents remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

LA NATION

ORAN

Colloque international sur l'éducation à l'ère du numérique

L'université d'Oran1 "Ahmed-Benbella" abritera, les 24 et 25 novembre en cours, les travaux du 8e colloque international du réseau mondial des établissements de formations des formateurs portant sur le thème "l'Education, la formation et la formation des formateurs à l'ère du numérique et des nouvelles technologies de l'information et de la communication", a-t-on appris hier du chargé de l'information et de la communication de cette Université.



Pas moins de 130 chercheurs et académiciens dont 50 chercheurs d'Europe, du Canada, d'Afrique et du Monde arabe et 80 chercheurs d'universités et Instituts nationaux, écoles supérieures et centres de recherche en Algérie prendront part à cette rencontre organisée par l'université Oran 1 en partenariat avec l'université de Montréal (Canada). De nombreuses instances en lien avec la thématique de ce colloque, à savoir la Chaire de l'Unesco de l'Education et autres institutions qui jouent un rôle majeur dans le domaine de l'éducation et de la formation participeront également à cette rencontre scientifique, a indiqué

Laredj Morsli. Les travaux de cette rencontre scientifique sont répartis entre interventions théoriques et ateliers, associations de chercheurs, académiciens et experts algériens et étrangers pour échanger les expériences et travaux scientifiques sur la e-éducation et ses influences sur l'acte d'enseignement, ainsi que l'impact de la numérisation sur le système éducatif et la formation en Algérie, de même que l'innovation pédagogique dans l'enseignement fondamental. Cette problématique, placée au centre d'intérêt de ce colloque international, se décline sur plusieurs axes dont ceux abordant, entre autres, "le système éducatif à l'ère du numé-

rique", "la formation initiale et continue des enseignants", "l'innovation pédagogique et la comparaison des compétences", "les défis culturels dans le système éducatif" et "le développement durable". Au programme de ce colloque international, figurent d'autres communications, à l'instar de celles traitant de l'impact de la numérisation sur le système éducatif en Algérie des défis culturels et pédagogiques, de l'innovation dans les pratiques pédagogiques, de l'enseignement fondamental et la formation continue, de la pédagogie entrepreneuriale comme moyen d'innovation et du transfert des compétences.

Accidents de la circulation: 8 morts et 42 blessés en 48 heures

Huit personnes ont trouvé la mort et quarante-deux autres ont été blessées dans dix accidents de la circulation enregistrés durant les dernières 48 heures au niveau national, selon un bilan établi samedi par les services de la Protection civile. Selon le même bilan, trois personnes sont mortes intoxiquées par le monoxyde de carbone CO, dont deux à El Harrach wilaya, à Alger, et une autre à Boussaâda, dans la wilaya de M'Sila. Dans le même cadre, les éléments de la Protection civile sont intervenus

pour prodiguer des soins à 67 personnes incommodes par le monoxyde de carbone CO émanant des appareils de chauffages et chauffe baignoires, à travers les wilayas de Batna (11),

Sidi Bel Abbes (8), Bordj Bou Arreridj (12), Médéa (4), Boumerdes (5), El Bayadh (5), Oum El Bouaghi (12), Relizane (4) et Sétif (6), précise la même source.

Dimanche 24/11/2019

Météo

Alger	18°
Tiaret	19°
Constantine	20°
Tizi Ouzou	16°
Bejaia	18°

Kenya : Au moins 29 morts dans un glissement de terrain

Au moins 29 personnes seraient mortes après que leurs maisons aient été balayées hier par des glissements de terrain provoqués par de fortes pluies ayant touché les villages de Nyarkulian et de Parua dans le comté de West Pokot, ont annoncé des responsables. Un administrateur local, Joel Bulal, ainsi que le commissaire du comté de West-Pokot, Apollo Okelo, ont confirmé l'incident, précisant qu'au moins 12 personnes avaient trouvé la mort dans le village de Nyarkulian et quatre autres dans le village de Parua. Les efforts de secours étaient en cours samedi matin pour retrouver d'autres personnes portées disparues.

Une conférence sur l'industrie musicale en Afrique

La 3^e édition de la conférence "Music In Africa", un événement panafricain destiné aux acteurs de l'industrie musicale, se tiendra du 28 au 30 novembre dans la capitale ghanéenne Accra. Organisée par la Fondation Music In Africa, cette conférence réunira des professionnels et experts de la musique de plus de 50 pays pour discuter des opportunités et défis du secteur, indique un communiqué des organisateurs. Au programme de cette manifestation artistique, des tables rondes, des expositions, des sessions de networking, des ateliers de formation et des showcases d'artistes du continent et de la diaspora. Cet événement panafricain, qui permet aux acteurs de l'industrie de la musique d'échanger des idées, découvrir de nouveaux talents et créer des liens commerciaux, se tient chaque année dans une ville africaine différente et attire des acteurs de l'industrie mondiale de la musique.

Inde : 12 morts dans un accident de la route dans l'ouest

Au moins douze personnes, dont un enfant et cinq femmes, ont été tuées et dix autres blessées dans un accident de la route survenu samedi dans l'Etat indien du Rajasthan (ouest), a annoncé la police locale. L'accident s'est produit vers 3h30 (22h00 GMT de vendredi) sur l'autoroute Kishangarh-Hanumangarh dans le district de Naguar, lorsqu'un minibus transportant des passagers à destination d'un lieu de culte dans l'Etat de l'Haryana (nord) a heurté un séparateur de voies avant de perdre le contrôle de sa trajectoire et se renverser, a précisé le surintendant adjoint de la police du district, N.R. Chaudhary. Parmi les dix blessés, six se trouvent dans un état critique, a ajouté M. Chaudhary.

Démantèlement d'un réseau de trafic de drogue et saisie de 20 kg de kif traité à Batna

Le Service régional Est de lutte contre le trafic illicite des drogues en collaboration avec les instances concernées ont démantelé un réseau de trafic de drogue et ont saisi 20 kg de kif traité à Batna, a-t-on appris hier du chargé de la communication auprès de ce corps de sécurité dont le siège est implanté dans la commune d'El Hadjar (Annaba). En plus de la quantité de drogue saisie, il a été procédé au cours de cette opération à l'arrestation de 3 individus en flagrant délit de trafic de drogue, selon le lieutenant de police, Abdesslem Am-

rouni qui a fait état au cours d'une conférence de presse, de la saisie par ce même service régional de 1,5 kg de baroud classé dans la liste des substances explosives et plus de 1.100 sachets de tabac à chiquer contrefaits. Les personnes impliquées dans cette affaire seront présentées devant les instances judiciaires concernées, alors que l'enquête se poursuit pour identifier d'éventuelles ramifications de ce réseau criminel. Le Service régional Est de lutte contre le trafic illicite des drogues opère dans 16 wilayas de l'Est du pays, a-t-on rappelé.

M'SILA: Décès d'une personne par asphyxie au monoxyde de carbone à Boussaâda

Une personne de 40 ans a perdu la vie la nuit du vendredi à samedi suite à une asphyxie au monoxyde de carbone dans sa demeure à la cité 24-Février dans la ville de Boussaâda (M'Sila), a-t-on appris auprès de la protection civile. La victime est décédée après avoir inhalé du monoxyde de carbone provenant de la cheminée, a précisé la même source ajoutant que le corps sans vie de cette personne a été transféré à la morgue de l'hôpital de

Boussaâda. Une enquête a été ouverte afin de déterminer les causes de cet accident, ont indiqué les services de la protection civile rappelant que le bilan des décès par asphyxie en monoxyde de carbone s'élève à deux personnes habitant les villes de Boussaâda et de Sidi Aissa tandis que cinq (5) autres personnes ont été sauvées par les éléments de la protection civile depuis le début du mois de novembre courant.

Tunisie : Un Français condamné à un an de prison pour détention d'armes

La chambre correctionnelle au tribunal de première instance de Bizerte, en Tunisie, a condamné jeudi un ressortissant français à un an de prison avec sursis en plus d'une amende de 3.200 dinars, pour détention d'armes et munitions à bord de son yacht, a rapporté vendredi l'agence de presse TAP. Selon une source sécuritaire, citée par la TAP, le yacht a été remis à son propriétaire, tandis que les

armes et les cartouches ont été saisies. L'affaire remonte au 28 octobre 2019 quand les services douaniers à Bizerte ont saisi quatre pistolets et une quantité de munitions à bord d'un yacht accosté au port de plaisance de la ville. Le propriétaire du yacht, selon la même source, n'avait pas déclaré la présence de ces armes aux agents de la douane avant qu'ils ne procèdent à la fouille du bateau.

HORAIRE DES PRIÈRES

Sobh	Dohr	Asser	Maghreb	Icha
06:00	12:32	15:22	17:35	19:02